La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 2000

Excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en janvier 2000

Un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars a été constaté en janvier 2000, ce qui représente une hausse de 1,8 milliard de dollars par rapport au déficit de 0,9 milliard enregistré en janvier 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à des recettes budgétaires supérieures, en hausse de 2,0 milliards de dollars, ou de 16,9 %. Toutefois, comme elle reflète principalement le moment où les sommes sont reçues, elle pourrait être renversée en février.

La hausse des recettes budgétaires survient surtout au chapitre des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 1,0 milliard de dollars ou de 15,8 %, plus de la moitié de cette hausse étant attribuable au moment où les sommes sont reçues en janvier et en février. L'autre moitié est le fait de la vigueur de l'économie : plus de 425 000 emplois ont été créés en 1999.
- Les recettes de TPS ont bondi de 1,1 milliard de dollars, soit plus du double du montant enregistré en janvier 1999. Plusieurs facteurs expliquent cette majoration : les rentrées brutes ont connu une vive augmentation, sous le coup des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS, le nombre de remboursements a reculé par rapport à l'an dernier en raison de retards dans le traitement (avec le temps, la croissance des recettes devrait correspondre à la croissance des rentrées brutes), et certains crédits trimestriels pour TPS ont été versés par anticipation en décembre 1999.

Pour ce qui est des autres composantes principales des recettes :

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont connu un léger fléchissement, traduisant à la fois une baisse des rentrées brutes et une hausse des remboursements.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 7,5 % sous l'effet d'une réduction du taux de cotisation, qui est passé de 2,55 $ (cotisation salariale par tranche de 100 $ de gains assurables) à 2,40 $ en janvier 2000.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,7 %), principalement à cause d'une hausse des transferts aux personnes et aux autres administrations. Pour leur part, les dépenses de programmes directes ont diminué.

Les frais de la dette publique ont progressé légèrement, en raison d'une petite augmentation de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 11,9 milliards de dollars

D'avril 1999 à janvier 2000, l'excédent budgétaire a été évalué à 11,9 milliards de dollars, en hausse de 2,4 milliards par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Comme il a été indiqué dans le

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 824	13 823	127 835	133 542
Dépenses de programmes	-9 198	-9 355	-83 796	-87 299
Solde de fonctionnement	2 626	4 468	44 039	46 243
Frais de la dette publique	-3 537	-3 549	-34 595	-34 375
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-911	919	9 444	11 868
Opérations non budgétaires	2 055	2 481	-1 228	-2 873
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 144	3 400	8 216	8 995
Opérations de change	-3 841	-6 099	-446	-6 407
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588
Variation nette des emprunts	-4 849	-140	-16 377	-2 688
Variation nette de l'encaisse	-7 546	-2 839	-8 607	-100

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

budget de février 2000, l'évolution de la situation pour le reste de l'exercice devrait contribuer à ramener à environ 7,5 milliards de dollars l'excédent enregistré à ce jour. En outre, les initiatives stratégiques proposées dans le budget de 2000 retrancheront 4,5 milliards de dollars de plus de l'excédent signalé à ce jour. La prise en compte de la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars se traduit par un budget équilibré. Toute part inutilisée de cette réserve sert à rembourser la dette publique. Pour un complément d'information, consulter le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*.

Au cours des 10 premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 5,7 milliards de dollars (4,5 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,6 milliards (5,6 %). Comme il a déjà été indiqué, cette hausse est en partie attribuable au moment où sont reçues les sommes. Elle est toutefois principalement le fait d'augmentation des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le nombre supérieur de personnes ayant un emploi. Ces changements ont été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998, par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, par la majoration du montant de revenu que les Canadiens peuvent toucher en franchise d'impôt et par l'abolition de la surtaxe de 3 %, traduisant les hausses annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard (1,7 %). En dépit d'une forte reprise des bénéfices des sociétés en 1999, les remboursements des trop-payés relativement à l'année d'imposition 1998 et les acomptes provisionnels fondés sur les obligations fiscales de 1998 ralentissent la progression

Tableau 2
Recettes budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 020	6 974	15,8	63 122	66 673	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 626	1 608	-1,1	15 488	15 748	1,7
Autres	569	589	3,5	2 290	2 762	20,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 215	9 171	11,6	80 900	85 183	5,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 457	1 347	-7,5	15 450	14 659	-5,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 022	2 088	104,3	17 370	19 741	13,6
Droits de douane à l'importation	180	107	-40,6	1 998	1 871	-6,4
Taxes de vente et d'accise	746	706	-5,4	7 166	6 888	-3,9
Total des taxes et droits d'accise	1 948	2 901	48,9	26 534	28 500	7,4
Total des recettes fiscales	11 620	13 419	15,5	122 884	128 342	4,4
Recettes non fiscales	204	404	98,0	4 951	5 200	5,0
Total des recettes budgétaires	11 824	13 823	16,9	127 835	133 542	4,5

des recettes à ce jour en 1999-2000. *Le plan budgétaire de 2000* prévoyait une vive remontée des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés au cours des derniers mois de l'exercice, lorsque les sociétés remettront leurs paiements finals pour l'année d'imposition 1999.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,8 milliard (5,1 %), la réduction des taux de cotisation et les rajustements d'années antérieures ayant plus que compensé l'effet de la croissance du nombre de personnes ayant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (7,4 %), hausse qui est entièrement attribuable aux recettes de TPS qui ont progressé de 2,4 milliards (13,6 %) surtout sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS. Toutefois, le calendrier des remboursements devrait faire reculer les recettes pour le reste de l'exercice. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 6,4 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,9 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 5,0 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 897	1 972	4,0	18 904	19 386	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 162	1 324	13,9	9 263	9 204	-0,6
Total	3 059	3 296	7,7	28 167	28 590	1,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	10 417	10 417	0,0
Transferts fiscaux	862	989	14,7	8 045	9 020	12,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-1 867	-1 876	0,5
Total	1 717	1 843	7,3	16 595	17 561	5,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	46	41	-10,9	520	570	9,6
Affaires étrangères	280	160	-42,9	1 267	1 212	-4,3
Santé	87	43	-50,6	808	861	6,6
Développement des ressources humaines	305	96	-68,5	1 685	1 247	-26,0
Affaires indiennes et du Nord	160	161	0,6	3 167	3 270	3,3
Industrie et développement régional	113	77	-31,9	1 168	1 136	-2,7
Anciens combattants	116	119	2,6	1 140	1 157	1,5
Autres	218	810	271,6	1 869	2 332	24,8
Total	1 325	1 507	13,7	11 624	11 785	1,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	20	-69,2	824	730	-11,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	180	150	-16,7	1 490	1 495	0,3
Autres	108	71	-34,3	841	875	4,0
Total	353	241	-31,7	3 155	3 100	-1,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	832	739	-11,2	7 684	8 643	12,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 912	1 729	-9,6	16 571	17 620	6,3
Total	2 744	2 468	-10,1	24 255	26 263	8,3
Total des dépenses directes de programmes	4 422	4 216	-4,7	39 034	41 148	5,4
Total des dépenses de programmes	9 198	9 355	1,7	83 796	87 299	4,2
Frais de la dette publique	3 537	3 549	0,3	34 595	34 375	-0,6
Total des dépenses budgétaires	12 735	12 904	1,3	118 391	121 674	2,8
Poste pour mémoire : total des transferts	6 101	6 646	8,9	56 386	57 936	2,7

Les dépenses de programmes ont progressé de 3,5 milliards de dollars, ou 4,2 %, d'avril 1999 à janvier 2000, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,5 % étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'un nombre moins grand de chômeurs. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 1,0 milliard, ou 5,8 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation. Comme il a été indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite de révisions des données historiques faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,1 milliards (5,4 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,6 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 9,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité de caisse modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-911	919	9 444	11 868
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	150	86	1 245	393
Autres	71	39	-382	-64
Total	221	125	863	329
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	744	-483	684	-471
Comptes de pension de retraite	360	523	3 319	4 206
Autres	-5	-24	3	-129
Total	1 099	16	4 006	3 606
Autres opérations	735	2 340	-6 097	-6 808
Total des opérations non budgétaires	2 055	2 481	-1 228	-2 873
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 144	3 400	8 216	8 995
Opérations de change	-3 841	-6 099	-446	-6 407
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-2 697	-2 699	7 770	2 588
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	0	0	5 972	6 949
Obligations d'épargne du Canada	526	11	-1 623	-774
Bons du Trésor	-3 300	550	-28 500	-5 450
Autres	-894	-93	387	-285
Total partiel	-3 668	468	-23 764	440
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	-48	28	-432	98
Total	-3 716	496	-24 196	538
Payables en devises				
Obligations négociables	455	–	9 681	2 527
Billets et prêts				
Bons du Canada	-1 588	-628	-787	-5 489
Billets du Canada	0	-8	-1 075	-264
Total	-1 133	-636	7 819	-3 226
Variation nette des emprunts	-4 849	-140	-16 377	-2 688
Variation de l'encaisse	-7 546	-2 839	-8 607	-100

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 janvier 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	18 765	-5 744
Intérêt et dette échue	9 791	10 200	409
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	39 981	-5 335
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 613	4 206
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	4 955	-472
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 594	-130
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 162	3 604
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 709	6 957
Bons du Trésor	96 950	91 500	-5 450
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 978	-684
Autres	4 063	3 778	-285
Total partiel	424 427	424 965	538
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 096	2 527
Bons du Canada	10 171	4 682	-5 489
Billets du Canada	1 261	996	-264
Total partiel	36 000	32 774	-3 226
Total de la dette non échue	460 427	457 739	-2 688
Total de la dette portant intérêt	594 985	595 901	916
Total du passif	640 301	635 882	-4 419
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	16 645	1 372
Comptes d'opérations de change	34 668	41 074	6 406
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 207	-329
Total de l'actif	63 477	70 926	6 188
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	564 956	-11 868

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 2,9 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à un besoin net de 1,2 milliard dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 9,0 milliards de dollars au cours de la période d'avril 1999 à janvier 2000, soit une hausse de 0,8 milliard de dollars par rapport à l'excédent financier enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 2,6 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 6,4 milliards de dollars pour la période d'avril 1999 à janvier 2000, par rapport à des besoins nets de 0,4 milliard au cours de la période correspondante en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 11,9 milliards, des besoins nets de 2,9 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 6,4 milliards découlant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 2,6 milliards pour la période d'avril 1999 à janvier 2000, comparativement à celui de 7,8 milliards au cours de la période correspondante en 1998-1999. Cet excédent financier net, jumelé à une réduction de 0,1 milliard de dollars de l'encaisse, a servi à rembourser une tranche de 2,7 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché. À la fin de janvier 2000, l'encaisse s'établissait à 9,2 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mars 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de février 2000

Excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en février 2000

Un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars a été constaté en février 2000, ce qui représente une hausse de 2,5 milliards par rapport à l'excédent de 0,6 milliard enregistré en février 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre est principalement attribuable à la progression des recettes d'impôt des sociétés, en hausse de 2,8 milliards de dollars. Dans l'ensemble, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,9 milliard, les dépenses de programmes ont baissé de 0,7 milliard, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 0,1 milliard de dollars.

Les recettes d'impôt des sociétés ont totalisé 5,4 milliards de dollars en février 2000, soit plus du double du montant reçu en février 1999. Cette augmentation traduit surtout l'interaction des méthodes de versement pour les sociétés et la forte reprise de la croissance économique tout au long de 1999. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels fondés sur l'impôt qu'elles ont payé l'exercice précédent ou sur une estimation de l'impôt qu'elles devront payer pour l'exercice en cours. Elles ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler les montants en souffrance. Étant donné que l'exercice de la plupart des grandes sociétés de l'extérieur du secteur financier prend fin en décembre, une part importante des recettes d'impôt des sociétés est reçue en février et en mars – variant de 25 à 40 % du total des recettes pour l'ensemble de l'exercice. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1999 ont été largement fondés sur l'impôt à payer pour 1998. Cependant, selon Statistique Canada, les bénéfices des sociétés ont augmenté d'environ 25 % en 1999, après avoir fléchi de 6 % en 1998. Les acomptes provisionnels mensuels pour 1999 ont donc été largement en deçà de l'impôt réel à payer pour l'ensemble de l'exercice, si bien que les paiements versés pendant la période des règlements ont été exceptionnellement élevés. En raison des méthodes de versement mensuel et de l'instabilité des bénéfices des sociétés, il est extrêmement difficile d'estimer les recettes d'impôt des sociétés pour l'ensemble de l'exercice. S'appuyant sur les renseignements disponibles à ce moment-là, *Le plan budgétaire de 2000* prévoyait une forte croissance des recettes d'impôt des sociétés dans les derniers mois de l'exercice. Toutefois, les données qui ont été rendues publiques depuis le budget indiquent que la croissance économique tout au long de 1999 a été beaucoup plus forte que ne l'avaient prévu les économistes du secteur privé. Plus particulièrement, les bénéfices des sociétés ont grimpé de 35 %, en taux annuel, au cours du quatrième trimestre, ce qui s'est traduit en février 2000 par des recettes d'impôt des sociétés beaucoup plus élevées que prévu. Les autres composantes des recettes sont demeurées à peu près inchangées.

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 427	16 284	142 262	149 826
Dépenses de programmes	-10 442	-9 723	-94 239	-97 022
Solde de fonctionnement	3 985	6 561	48 023	52 804
Frais de la dette publique	-3 356	-3 481	-37 951	-37 856
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	629	3 080	10 072	14 948
Opérations non budgétaires	670	405	-559	-2 469
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 299	3 485	9 513	12 479
Opérations de change	1 814	-1 176	1 368	-7 584
Solde financier net	3 113	2 309	10 881	4 895
Variation nette des emprunts	2 154	-362	-14 222	-3 050
Variation nette de l'encaisse	5 267	1 947	-3 341	1 845

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Pour ce qui est des autres composantes principales des recettes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 8 %, par rapport à février 1999. Comme il a été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un recul était à prévoir, étant donné qu'une partie de l'importante augmentation d'une année sur l'autre était attribuable au moment où sont perçues les recettes entre janvier et février.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont chuté de 0,4 milliard de dollars, ou 20,7 %, alors que la croissance des remboursements a surpassé la progression des recettes brutes.

Le fléchissement des dépenses de programmes est surtout attribuable à l'inclusion dans les résultats de février 1999 de rajustements d'années antérieures apportés aux paiements de transfert aux autres administrations. Tel qu'il était indiqué dans *Le plan budgétaire de 1999*, le rajustement des données pour 1996-1997 et 1997-1998 a entraîné une importante révision à la hausse des droits à la péréquation s'élevant à 1,7 milliard de dollars. Cette révision a été incluse dans les résultats de février 1999.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars

D'avril 1999 à février 2000, l'excédent budgétaire a été évalué à 14,9 milliards de dollars, en hausse de 4,9 milliards par rapport à l'excédent enregistré à pareille date en 1998-1999. Tel qu'il était indiqué dans le budget de 2000, l'évolution économique et stratégique pour le reste de l'exercice devrait contribuer à réduire l'excédent enregistré à ce jour (voir le chapitre 3 du *Plan budgétaire de 2000*). Le budget de 2000 annonçait des initiatives totalisant 4,5 milliards de dollars, notamment le supplément en espèces de 2,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et le versement de 0,9 milliard à la Fondation canadienne pour l'innovation, qui seront comptabilisées au cours du reste de l'exercice.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	février			d'avril à février		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 349	5 839	-8,0	69 471	72 512	4,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2 635	5 394	104,7	18 123	21 142	16,7
Autres	150	260	73,3	2 440	3 022	23,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 134	11 493	25,8	90 034	96 676	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	2 131	2 110	-1,0	17 580	16 768	-4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 152	1 706	-20,7	19 522	21 448	9,9
Droits de douane à l'importation	222	164	-26,1	2 220	2 035	-8,3
Taxes de vente et d'accise	608	577	-5,1	7 775	7 465	-4,0
Total des taxes et droits d'accise	2 982	2 447	-17,9	29 517	30 948	4,8
Total des recettes fiscales	14 247	16 050	12,7	137 131	144 392	5,3
Recettes non fiscales	180	234	30,0	5 131	5 434	5,9
Total des recettes budgétaires	14 427	16 284	12,9	142 262	149 826	5,3

En outre, les données cumulées de l'exercice ne tiennent pas encore compte des coûts intégraux des initiatives stratégiques instaurées dans le budget de 1999 et de celles qui ont été annoncées avant le budget de 2000, lesquelles atteignent environ 1 milliard de dollars. Enfin, des rajustements seront apportés lors de la période comptable de fin d'exercice afin d'inclure le coût des produits et services reçus à la fin de 1998-1999, mais dont les paiements ne sont pas effectués avant la période d'avril-mai 2000, et les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 1999 traités en mars 2000.

Ces rajustements, jumelés à l'évolution de la situation prévue en février et en mars 2000 et à l'inclusion de 3 milliards de dollars dans la réserve pour éventualités, sont à la base de l'estimation de budget équilibré pour 1999-2000 contenue dans le budget de février 2000.

Cependant, compte tenu de l'ampleur des recettes d'impôt des sociétés en février 2000, les résultats finals pour 1999-2000 seront meilleurs que prévu. L'éventuel excédent pour 1999-2000 sera appliqué à la réduction de la dette publique. Les résultats finals vérifiés pour 1999-2000 seront rendus publics à l'automne.

Au cours des 11 premiers mois de 1999-2000, les recettes budgétaires ont augmenté de 7,6 milliards de dollars, ou 5,3 %, d'une année sur l'autre.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,0 milliards de dollars, ou 4,4 %, surtout en raison de l'augmentation des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, reflétant le nombre plus élevé de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998, par l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, par la majoration du montant de revenu que les Canadiens peuvent toucher en franchise d'impôt et par l'abolition de la surtaxe de 3 %, traduisant les mesures annoncées dans les budgets de 1998 et de 1999.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	février			d'avril à février		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 924	1 969	2,3	20 829	21 355	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 185	1 121	-5,4	10 448	10 325	-1,2
Total	3 109	3 090	-0,6	31 277	31 680	1,3
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	11 458	11 458	0,0
Transferts fiscaux	2 396	975	-59,3	10 441	9 995	-4,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-2 054	-2 063	0,4
Total	3 251	1 829	-43,7	19 845	19 390	-2,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	47	195	314,9	567	765	34,9
Affaires étrangères	138	362	162,3	1 405	1 574	12,0
Santé	55	71	29,1	863	932	8,0
Développement des ressources humaines	144	103	-28,5	1 829	1 350	-26,2
Affaires indiennes et du Nord	182	218	19,8	3 349	3 488	4,2
Industrie et développement régional	224	172	-23,2	1 392	1 308	-6,0
Anciens combattants	115	119	3,5	1 255	1 276	1,7
Autres	218	279	28,0	2 087	2 611	25,1
Total	1 123	1 519	35,3	12 747	13 304	4,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	45	75	66,7	869	805	-7,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	135	150	11,1	1 625	1 645	1,2
Autres	102	56	-45,1	943	931	-1,3
Total	282	281	-0,4	3 437	3 381	-1,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	853	1 007	18,1	8 536	9 648	13,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 824	1 997	9,5	18 397	19 619	6,6
Total	2 677	3 004	12,2	26 933	29 267	8,7
Total des dépenses directes de programmes	4 082	4 804	17,7	43 117	45 952	6,6
Total des dépenses de programmes	10 442	9 723	-6,9	94 239	97 022	3,0
Frais de la dette publique	3 356	3 481	3,7	37 951	37 856	-0,3
Total des dépenses budgétaires	13 798	13 204	-4,3	132 190	134 878	2,0
Poste pour mémoire : total des transferts	7 483	6 438	-14,0	63 869	64 374	0,8

- Les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 3,0 milliards de dollars, ou 16,7 %, un pourcentage légèrement inférieur à celui de la croissance estimative des bénéfices des sociétés pour 1999.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé de 0,8 milliard de dollars, ou 4,6 %, la réduction des taux de cotisation ayant plus que compensé l'effet de la croissance du nombre de personnes occupant un emploi et, par conséquent, versant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou 4,8 %, hausse qui est entièrement attribuable aux recettes de TPS, qui ont progressé de 1,9 milliard de dollars, ou 9,9 %, sous l'effet des gains appréciables réalisés à l'égard des produits et services assujettis à la TPS. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 8,3 %, tandis que les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise fléchissaient de 4,0 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 5,9 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 2,8 milliards de dollars, ou 3,0 %, d'avril 1999 à février 2000, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 1,3 %, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. La hausse des prestations aux aînés est attribuable au nombre supérieur de personnes ayant droit à des prestations et à l'augmentation des prestations moyennes découlant de leur indexation à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'un moins grand nombre de chômeurs. En revanche, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont baissé de 0,5 milliard de dollars, ou 2,3 %, sous l'effet des rajustements d'années antérieures touchant les transferts fiscaux, plus précisément au titre des paiements de péréquation. Comme il était indiqué dans le budget de 1999, les droits à la péréquation ont été majorés considérablement par suite des révisions des données historiques faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation. Même si un rajustement de 1,7 milliard de dollars a été apporté dans les données de février 1999, on ne prévoit pas de rajustement de cette ampleur cette année.
- Les dépenses de programmes directes, soit le total des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 2,8 milliards de dollars, ou 6,6 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,3 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt réel moyen ayant plus que compensé l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Tableau 4
Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	629	3 080	10 072	14 948
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	66	135	1 311	528
Autres	125	149	-257	85
Total	191	284	1 054	613
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	555	413	1 240	-58
Comptes de pension de retraite	324	325	3 643	4 531
Autres	-1	81	2	-49
Total	878	819	4 885	4 424
Autres opérations	-399	-698	-6 498	-7 506
Total des opérations non budgétaires	670	405	-559	-2 469
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 299	3 485	9 513	12 479
Opérations de change	1 814	-1 176	1 368	-7 584
Solde financier net	3 113	2 309	10 881	4 895

Tableau 5
Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	3 113	2 309	10 881	4 895
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 300	-600	8 272	6 349
Obligations d'épargne du Canada	-201	-187	-1 825	-961
Bons du Trésor	2 200	100	-26 300	-5 350
Autres	-279	0	108	-285
Total partiel	4 020	-687	-19 745	-247
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	558	-6	127	91
Total	4 578	-693	-19 618	-156
Payables en devises				
Obligations négociables	-2 801	-39	6 880	2 488
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	377	370	-409	-5 118
Billets du Canada	0	0	-1 075	-264
Total	-2 424	331	5 396	-2 894
Variation nette des emprunts	2 154	-362	-14 222	-3 050
Variation de l'encaisse	5 267	1 947	-3 341	1 845

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	29 février 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	19 218	-5 291
Intérêt et dette échue	9 791	6 826	-2 965
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	37 060	-8 256
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	126 938	4 531
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 368	-59
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 674	-50
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	138 980	4 422
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	302 109	6 357
Bons du Trésor	96 950	91 600	-5 350
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 785	-877
Autres	4 063	3 778	-285
Total partiel	424 427	424 272	-155
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 057	2 488
Bons du Canada	10 171	5 053	-5 118
Billets du Canada	1 261	997	-264
Total partiel	36 000	33 106	-2 894
Total de la dette non échue	460 427	457 378	-3 049
Total de la dette portant intérêt	594 985	596 358	1 373
Total du passif	640 301	633 418	-6 883
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	16 368	1 095
Comptes d'opérations de change	34 668	42 251	7 583
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	12 923	-613
Total de l'actif	63 477	71 542	8 065
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	561 876	-14 948

Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 12,5 milliards de dollars (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net s'établissant à 2,5 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 1999-2000, en hausse par rapport à un besoin net de 0,6 milliard dans la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément en espèces de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 12,5 milliards de dollars au cours de la période d'avril 1999 à février 2000, soit une hausse de 3,0 milliards par rapport à l'excédent financier enregistré à la période correspondante de l'an dernier.

Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,9 milliards de dollars (y compris les opérations de change)

Les opérations de change représentent toutes les opérations liées aux réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objectif de maintenir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (en vendant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien est touchée par des pressions à la hausse et vend des devises (en achetant des dollars canadiens) lorsque la valeur du dollar canadien subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources provenant des opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution des passifs en devises, qui servent à modifier le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. En tenant compte de tous ces facteurs, les besoins financiers nets ont été de 7,6 milliards de dollars pour la période d'avril 1999 à février 2000, par rapport à des ressources nettes de 1,4 milliard au cours de la période correspondante en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars, des besoins nets de 2,5 milliards découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 7,6 milliards découlant des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 4,9 milliards pour la période d'avril 1999 à février 2000, comparativement à 10,9 milliards au cours de la période correspondante en 1998-1999. Cet excédent financier net a servi à rembourser une tranche de 3,1 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché et à augmenter l'encaisse de 1,8 milliard. À la fin de février 2000, l'encaisse s'établissait à 11,2 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Avril 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mars 2000

Déficit budgétaire de 31 millions de dollars en mars 2000

Un déficit budgétaire de 31 millions de dollars a été enregistré en mars 2000, ce qui représente un redressement de 501 millions de dollars par rapport à mars 1999. Les recettes budgétaires étaient en hausse de 977 millions, soit 7,2 %, et les dépenses de programmes ont grimpé de 470 millions de dollars, soit 4,4 %. Les frais de la dette n'ont à peu près pas varié (en hausse de 6 millions de dollars ou 0,2 %), comparativement aux niveaux de l'année dernière.

Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars

L'excédent budgétaire d'avril 1999 à mars 2000 est évalué à 14,9 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards par rapport à celui de 9,5 milliards de dollars enregistré pendant la même période en 1998-1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 8,5 milliards de dollars, ou 5,5 %, les dépenses de programmes ont grimpé de 3,3 milliards de dollars, soit 3,1 %, et les frais de la dette publique ont diminué de 90 millions de dollars, ou 0,2 %.

Résultats financiers finals rendus publics à l'automne

Les résultats financiers pour la période d'avril 1999 à mars 2000 ne sont pas les résultats finals pour l'exercice. Il reste encore à effectuer les écritures de régularisation de fin d'exercice.

Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces régularisations incorporent les augmentations des dépenses de programmes afin d'inclure le coût des passifs engagés pendant l'exercice et au titre desquels aucun paiement n'a été effectué en 1999-2000. Par exemple, le supplément ponctuel en espèces de 2,5 milliards de dollars du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux annoncé dans le budget de 2000 sera comptabilisé dans la période de comptabilité de fin d'exercice, après l'adoption des dispositions législatives habilitantes. En outre, des écritures sont effectuées afin d'inclure les passifs engagés par les ministères pour des biens et des services reçus à la fin de 1999-2000, mais au titre desquels les paiements ont été effectués en avril et en mai 2000.

Ces écritures, jumelées à l'inclusion de 3 milliards de dollars dans la réserve pour éventualités, sont à la base de l'estimation de budget équilibré pour 1999-2000 contenue dans le budget 2000. Cependant, les résultats obtenus jusqu'à maintenant indiquent que les résultats finals seront meilleurs que prévu. La croissance économique en 1999 et au premier trimestre de l'an 2000 a été plus forte que ne l'avaient prévu les économistes du secteur privé au moment où ont été établies les prévisions budgétaires, ce qui a donné lieu à des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et d'impôt sur le revenu des particuliers plus élevées qu'on ne l'avait anticipé. Les dépenses demeurent en gros conformes aux prévisions. L'excédent éventuel en 1999-2000 servira à rembourser la dette fédérale.

Les résultats financiers finals vérifiés pour l'exercice 1999-2000 seront rendus publics à l'automne.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 608	14 585	155 870	164 411
Dépenses de programmes	-10 729	-11 199	-104 967	-108 221
Solde de fonctionnement	2 879	3 386	50 903	56 190
Frais de la dette publique	-3 411	-3 417	-41,363	-41 273
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-532	-31	9 540	14 917
Opérations non budgétaires	1 771	3 677	1 210	1 210
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 239	3 646	10 750	16 127
Opérations de change	-5 846	-1 661	-4 478	-9 244
Solde financier net	-4 607	1 985	6 272	6 883
Variation nette des emprunts	6 853	-128	-7 368	-3 178
Variation nette de l'encaisse	2 246	1 857	-1 096	3 705
Encaisse à la fin de la période			9 285	13 011

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Données cumulées de l'exercice : recettes budgétaires en hausse de 8,5 milliards de dollars

D'avril 1999 à mars 2000, les recettes budgétaires ont progressé de 8,5 milliards de dollars (5,5 %) par rapport à 1998-1999.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4 milliards de dollars (5,5 %), surtout en raison des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, ce qui tient au fait qu'un plus grand nombre de personnes détenaient un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers plus élevés pour les années d'imposition 1998 et 1999 et par l'augmentation des paiements dans le cadre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants. La hausse marquée des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers en mars 2000 par rapport à mars 1999 est attribuable d'abord à la réaffectation de recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers à l'impôt sur le revenu des sociétés en mars 1999. Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont été surestimées en février 1999 et ont été corrigées en mars 1999.
- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou 12,3 %, ce qui représente la moitié de la croissance estimative des bénéfices des sociétés pour 1999. La baisse de recettes en mars 2000 par rapport à mars 1999 tient à la réaffectation mentionnée précédemment. Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont été sous-estimées en février 1999 et ont reçu une correction à la hausse en mars 1999.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard de dollars (4,6 %), la baisse des taux de cotisation, qui sont passées de 2,70 $ (taux de cotisation des employés par tranche de 100 $ de gains

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	4 089	5 091	24,5	73 560	77 603	5,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2 577	2 109	-18,2	20 700	23 251	12,3
Autres revenus d'imposition	452	450	-0,4	2 892	3 472	20,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 118	7 650	7,5	97 152	104 326	7,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 808	1 735	-4,0	19 388	18 504	-4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 407	1 527	8,5	20 929	22 975	9,8
Droits de douane à l'importation	149	177	18,8	2 369	2 212	-6,6
Taxes de vente et d'accise	674	704	4,5	8 449	8 168	-3,3
Total des taxes et droits d'accise	2 230	2 408	8,0	31 747	33 355	5,1
Total des recettes fiscales	11 156	11 793	5,7	148 287	156 185	5,3
Recettes non fiscales	2 452	2 792	13,9	7 583	8 226	8,5
Total des recettes budgétaires	13 608	14 585	7,2	155 870	164 411	5,5

assurables) en 1998 à 2,55 $ en 1999 et à 2,40 $ en l'an 2000, ayant plus que compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes ayant un emploi et, en conséquence, payant des cotisations.

- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont augmenté de 1,6 milliard de dollars, soit 5,1 %, cette hausse étant attribuable en totalité à l'augmentation de 2 milliards de dollars (9,8 %) des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), ce qui s'explique par des gains marqués au chapitre des dépenses assujetties à la TPS. Les recettes au titre des droits de douane à l'importation ont baissé de 6,6 %, tandis que les recettes provenant des droits et taxes d'accise et des taxes de vente ont diminué de 3,3 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 8,5 %.

Données cumulées de l'exercice : dépenses de programmes en hausse de 3,3 milliards de dollars

Les dépenses de programmes ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (3,1 %) d'avril 1999 à mars 2000 par rapport à la même période en 1998-1999.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (0,5 %), car la hausse des prestations aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. L'accroissement des prestations aux personnes âgées découle de l'augmentation du nombre de particuliers ayant droit à ces prestations de même que de la hausse des prestations moyennes, qui sont indexées en fonction de l'inflation. Pour sa part, la baisse

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	mars			d'avril à mars		
	1999	2000	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 937	2 000	3,3	22 765	23 355	2,6
Prestations d'assurance-emploi	1 323	1 015	-23,3	11 772	11 340	-3,7
Total	3 260	3 015	-7,5	34 537	34 695	0,5
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	12 500	12 500	0.0
Transferts fiscaux	790	692	-12,4	11 231	10 687	-4,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-93	-188	102,2	-2 147	-2 251	4,8
Total	1 739	1 546	-11,1	21 584	20 936	-3,0
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	82	135	64,6	649	950	46,4
Affaires étrangères	230	327	42,2	1 635	1 901	16,3
Santé	93	118	26,9	955	1 050	9,9
Développement des ressources humaines	179	229	27,9	2 008	1 579	-21,4
Affaires indiennes et du Nord	340	217	-36,2	3 689	3 705	0,4
Industrie et développement régional	272	264	-2,9	1 664	1 572	-5,5
Anciens combattants	117	121	3,4	1 372	1 397	1,8
Autres	1 058	1 501	41,9	3 144	4 062	29,2
Total	2 371	2 912	22,8	15 116	16 216	7,3
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	27	66	144,4	896	871	-2,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	175	150	-14,3	1,800	1 795	-0,3
Autres	100	54	-46,0	1,043	985	-5,6
Total	302	270	-10,6	3 739	3 651	-2,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	972	1 127	15,9	9 508	10 775	13,3
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 085	2 329	11,7	20 483	21 948	7,2
Total	3 057	3 456	13,1	29 991	32 723	9,1
Total des dépenses directes de programmes	5 730	6 638	15,8	48 846	52 590	7,7
Total des dépenses de programmes	10 729	11 199	4,4	104 967	108 221	3,1
Frais de la dette publique	3 411	3 417	0,2	41 363	41 273	-0,2
Total des dépenses budgétaires	14 140	14 616	3,4	146 330	149 494	2,2
Poste pour mémoire : total des transferts	7 370	7 473	1,4	71 237	71 847	0,9

des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la diminution du nombre de chômeurs. À l'opposé, les prestations et paiements spéciaux versés dans le cadre du régime d'assurance-emploi au titre des mesures de soutien ont augmenté.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,6 milliard de dollars (3,0 %), sous l'effet des rajustements d'années antérieures en 1998-1999 touchant les transferts fiscaux, en particulier la péréquation. Ainsi que cela était indiqué dans le budget de 1999, les droits à péréquation ont été majorés nettement pour les années antérieures à 1999 par suite de la révision des données historiques, faisant état d'une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces recevant des paiements de péréquation. Un rajustement de 1,7 milliard de dollars a été apporté aux résultats de février 1999, mais on ne prévoit pas de rajustement de cet ordre cette année.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, ou 7,7 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui influent sur l'évolution de cette composante, mentionnons le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans les budgets de 1999 et de 2000, et les coûts rattachés aux engagements du Canada pour le maintien de la paix internationale.

Données cumulées de l'exercice : diminution de 90 millions de dollars des frais de la dette publique

Les frais de la dette publique ont baissé de 0,2 % par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, la baisse du taux d'intérêt effectif moyen ayant plus que compensé les effets de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Excédent financier de 16,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) en 1999-2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, dans laquelle les passifs du gouvernement sont constatés au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire inclut uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux investissements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à une ressource nette de 1,2 milliard de dollars d'avril 1999 à mars 2000, comme ce fut le cas au cours de la même période en 1998-1999. Aussi, un excédent financier de 16,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) a-t-il été dégagé pour la période d'avril 1999 à mars 2000, en hausse de 5,4 milliards de dollars par rapport à 1998-1999.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excéden t)	-532	-31	9 540	14 917
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	302	12	1 613	540
Autres	-146	62	-403	147
Total	156	74	1 210	687
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-7	893	1 233	835
Comptes de pension de retraite	243	547	3 885	5 078
Autres	34	74	35	26
Total	270	1 514	5 153	5 939
Autres opérations	1 345	2 089	-5 153	-5 416
Total des opérations non budgétaires	1 771	3 677	1 210	1 210
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 239	3 646	10 750	16 127
Opérations de change	-5 846	-1 661	-4 478	-9 244
Solde financier net	-4 607	1 985	6 272	6 883

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mars		d'avril à mars	
	1999	2000	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-4 607	1,985	6 272	6 883
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-7 300	-8 491	972	-2 142
Obligations d'épargne du Canada	-50	-439	-1 875	-1 400
Bons du Trésor	10 950	8 250	-15 350	2 900
Autres	499	-352	607	-636
Total partiel	4 099	-1 032	-15 646	1 278
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	66	-93	-193	-2
Total	4 165	-1 125	-15,453	-1 280
Payables en devises				
Obligations négociables	132	0	7 013	2 488
Billets et prêts	–	0	–	–
Bons du Canada	1 283	997	874	-4 122
Billets du Canada	1 273	0	198	-264
Total	2 688	997	8 085	-1 898
Variation nette des emprunts	6 853	-128	-7 368	-3 178
Variation de l'encaisse	2 246	1 857	-1 096	3 705

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 mars 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	22 158	-2 351
Intérêt et dette échue	9 791	8 678	-1 113
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	41,852	-3 464
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	127 485	5 078
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	6 262	835
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 749	25
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	140 496	5 938
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	293 618	-2 134
Bons du Trésor	96 950	99 850	2 900
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 252	-1 410
Autres	4 063	3 426	-637
Total partiel	424 427	423 146	-1 281
Payable en devises			
Obligations négociables	24 569	27 057	2 488
Bons du Canada	10 171	6 049	-4 122
Billets du Canada	1 261	997	-264
Total partiel	36 000	34 103	-1,897
Total de la dette non échue	460 427	457 249	-3 178
Total de la dette portant intérêt	594 985	597 745	2 760
Total du passif	640 301	639 597	-704
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	20 930	5 657
Comptes d'opérations de change	34 668	43 911	9 243
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	12 849	-687
Total de l'actif	63 477	77 690	14 213
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	561 907	-14 917

Excédent financier net de 6,9 milliards de dollars (y compris les opérations de change) en 1999-2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource dégagée par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
Moins :								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada*

de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, des besoins nets de 9,2 milliards de dollars ont été enregistrés d'avril 1999 à mars 2000, comparativement à un besoin net de 4,5 milliards de dollars durant la même période en 1998-1999.

Avec un excédent budgétaire de 14,9 milliards de dollars, une ressource nette de 1,2 milliard de dollars découlant des opérations non budgétaires et des besoins nets de 9,2 milliards découlant des opérations de change, un excédent financier net de 6,9 milliards de dollars a été dégagé pour la période allant d'avril 1999 à mars 2000, contre un excédent net de 6,3 milliards de dollars lors de la même période en 1998-1999. Cet excédent a servi à rembourser 3,2 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés et à augmenter l'encaisse de 3,7 milliards de dollars. À la fin de mars 2000, l'encaisse s'élevait à 13,0 milliards de dollars.

Le Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS – diminuées des crédits de taxes sur les intrants, des remboursements et du crédit pour faibles revenus – de même que le produit net tiré de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, d'après la loi, être versés directement au Compte. Le solde de ce compte ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette publique et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié une fois l'an par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Mai 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2000

Excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars en avril 2000

Un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars a été constaté en avril 2000, ce qui représente une amélioration de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 1,5 milliard enregistré en avril 1999. Les recettes budgétaires étaient en hausse de 11,2 %, les dépenses de programmes ont grimpé de 3,7 %, et les frais de la dette publique ont baissé de 1,3 %.

Parmi les principales composantes des recettes, les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont été plus élevées, des baisses ayant été déclarées dans toutes les autres principales composantes des recettes.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 12 %, soit 0,8 milliard de dollars. Cependant, la moitié de cette hausse est attribuable à des questions de calendrier relatives au traitement des demandes de remboursement d'impôt sur le revenu des particuliers en mars et en avril. Même si la valeur des demandes de remboursement traitées en mars 2000 a atteint 0,6 milliard de dollars de plus qu'en mars 1999, la valeur des demandes traitées en avril 2000 a chuté de 0,4 milliard par rapport à avril 1999. Le reste de l'augmentation des recettes en avril 2000 est surtout attribuable à la vigueur soutenue des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, puisqu'un plus grand nombre de personnes détenaient un emploi.
- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 81,3 %, soit de 0,9 milliard de dollars. Même si une partie de cette augmentation traduit la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, les acomptes provisionnels d'impôt constituent un autre important facteur. Les sociétés sont tenues de verser des acomptes provisionnels mensuels fondés soit sur leur impôt à payer de l'année précédente, soit sur leur impôt à payer projeté pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont rebondi avec force en 1999, les acomptes provisionnels mensuels pour la majeure partie de 1999 ont été fondés sur l'impôt à payer pour 1998 – une année durant laquelle les bénéfices des sociétés ont fléchi – ce qui a fait baisser les paiements d'acomptes provisionnels en 1999. Les acomptes provisionnels mensuels en cours étant largement fondés sur l'impôt à payer pour 1999, les résultats mensuels de 2000-2001 pourraient encore une fois être trompeurs.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 %, la baisse des taux de cotisation (le taux pour les employés en 2000 est de 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, en comparaison de 2,55 $ en 1999) ayant compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et, en conséquence, payant des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et taxes d'accise ont diminué de 1,8 %. Cependant, compte tenu de la vigueur soutenue des dépenses de consommation, des questions de calendrier semblent influer sur les résultats pour avril, si bien que les recettes devraient augmenter dans les prochains mois.

Sur le plan des dépenses de programmes, toutes les principales composantes ont été plus élevées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 %, la hausse des prestations aux personnes âgées ayant plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 8,8 %, sous l'effet de transferts en espèces plus élevés au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et du programme

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	13 229	14 712
Dépenses de programmes	-8 289	-8 595
Solde de fonctionnement	4 940	6 117
Frais de la dette publique	-3 412	-3 368
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 528	2 749
Opérations non budgétaires	-3 556	-5 223
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 028	-2 474
Opérations de change	-632	1 129
Solde financier net	-2 660	-1 345
Variation nette des emprunts	-4 716	-5 788
Variation nette de l'encaisse	-7 376	-7 133

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

de péréquation. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS tenait compte de la mesure adoptée dans le budget de 1999 pour porter le financement de base de 12,5 milliards en 1999-2000 à 13,5 milliards de dollars en 2000-2001. L'augmentation des droits à péréquation est attribuable à une croissance économique soutenue plus forte en Ontario que dans les provinces recevant des paiements de péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,3 %. Les subventions et les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,9 %, tandis que les paiements aux sociétés d'État progressaient de 12,7 %. Les dépenses au titre de la défense ont diminué, les résultats de l'an dernier ayant été modifiés par les coûts liés aux engagements du Canada aux fins du maintien de la paix internationale. Toutes les autres dépenses ministérielles ont augmenté de 7,4 %. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des paiements.

La baisse des frais de la dette publique est attribuable à une baisse de l'encours de la dette portant intérêt, le taux d'intérêt effectif moyen étant demeuré inchangé.

Besoins financiers de 2,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les passifs du gouvernement sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. De plus, le solde budgétaire inclut uniquement les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire car ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux investissements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de

Tableau 2
Recettes budgétaires

	Avril		
	1999	2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	6 559	7 347	12,0
Impôt sur le revenu des sociétés	1 083	1 963	81,3
Autres	423	342	-19,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 065	9 652	19,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 788	1 784	-0,2
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 097	2 077	-1,0
Droits de douane à l'importation	180	160	-11,1
Taxes de vente et d'accise	625	612	-2,1
Total des taxes et droits d'accise	2 902	2 849	-1,8
Total des recettes fiscales	12 755	14 285	12,0
Recettes non fiscales	474	427	-9,9
Total des recettes budgétaires	13 229	14 712	11,2

la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,2 milliards de dollars en avril 2000, en hausse par rapport à des besoins nets de 3,6 milliards en avril 1999. Cette hausse est surtout attribuable au premier versement donnant suite au règlement relatif à l'équité salariale, qui s'est chiffré à 1,6 milliard de dollars. Des besoins financiers (opérations de change exclues) de 2,5 milliards de dollars ont donc été déclarés en avril 2000, en comparaison de besoins de 2,0 milliards en avril 1999.

Besoins financiers nets de 1,3 milliard de dollars en avril 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue une ressource dégagée par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, une ressource nette de 1,1 milliard de dollars a été enregistrée en avril 2000, comparativement à des besoins nets de 0,6 milliard en avril 1999.

Avec un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars, des besoins nets de 5,2 milliards découlant des opérations non budgétaires et une source nette de 1,1 milliard découlant des opérations de change, des besoins financiers nets de 1,3 milliard ont été déclarés en avril 2000, contre des besoins nets de 2,7 milliards en avril 1999.

Les emprunts nets en baisse de 5,8 milliards de dollars

Malgré des besoins financiers nets de 1,3 milliard de dollars en avril 2000, le gouvernement a tout de même remboursé au cours du mois 5,8 milliards de la dette contractée sur les marchés. Il a ainsi réduit l'encaisse de 7,1 milliards. À la fin d'avril 2000, l'encaisse se chiffrait à 5,8 milliards de dollars.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	Avril		
	1999	2000	variation
	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 915	1 997	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 079	1 038	-3,8
Total	2 994	3 035	1,4
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0
Transferts fiscaux	744	832	11,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-177	-206	16,4
Total	1 609	1 751	8,8
Dépenses directes de programmes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	1	9	800,0
Affaires étrangères	57	55	-3,5
Santé	55	63	14,5
Développement des ressources humaines	28	8	-71,4
Affaires indiennes et du Nord	829	842	1,6
Industrie et développement régional	91	27	-70,3
Anciens combattants	113	116	2,7
Autres	176	242	37,5
Total	1 350	1 362	0,9
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	113	173	53,1
Société canadienne d'hypothèques et de logement	145	150	3,4
Autres	153	140	-8,5
Total	411	463	12,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	534	490	-8,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 391	1 494	7,4
Total	1 925	1 984	3,1
Total des dépenses directes de programmes	3 686	3 809	3,3
Total des dépenses de programmes	8 289	8 595	3,7
Frais de la dette publique	3 412	3 368	-1,3
Total des dépenses budgétaires	11 701	11 963	2,2
Poste pour mémoire : total des transferts	5 953	6 148	3,3

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 528	2 749
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	-64	0
Autres	350	105
Total	286	105
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-221	-394
Comptes de pension de retraite	366	316
Autres	21	-44
Total	166	-122
Autres opérations	-4 008	-5 206
Total des opérations non budgétaires	-3 556	-5 223
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	-2 028	-2 474
Opérations de change	-632	1 129
Solde financier net	-2 660	-1 345

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	Avril	
	1999	2000
	(en millions de dollars)	
Solde financier net	-2 660	-1 345
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens	0	1 900
Obligations négociables		
Obligations d'épargne du Canada	-31	-5
Bons du Trésor	-4 050	-7 250
Autres	598	0
Total partiel	-3 483	-5 355
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-1 233	-433
Billets du Canada	0	0
Total	-1 233	-433
Variation nette des emprunts	-4 716	-5 788
Variation de l'encaisse	-7 376	-7 133

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 avril 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 158	19 906	-2 252
Intérêt et dette échue	8 678	10 119	1 441
Provisions	13 516	11 938	-1 578
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	44 352	41 963	-2 389
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 485	127 801	316
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 262	dd5 868	-394
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 749	6 705	-44
Total des régimes de retraite et autres comptes	140 496	140 374	-122
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 618	295 827	2 209
Bons du Trésor	99 850	92 600	-7 250
Obligations d'épargne du Canada	26 252	26 426	174
Autres	3 426	3 552	126
Total partiel	423 146	418 405	-4 741
Payable en devises			
Obligations négociables	27 057	25 528	-1 529
Bons du Canada	6 049	5 575	-474
Billets du Canada	997	1 053	56
Total partiel	34 103	32 156	-1 947
Total de la dette non échue	457 249	450 561	-6 688
Total de la dette portant intérêt	597 745	590 935	-6 810
Total du passif	642 097	632 898	-9 199
Actif			
Encaisse et débiteurs	11 513	6 087	-5 426
Comptes d'opérations de change	43 911	42 782	-1 129
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 849	12 954	105
Total de l'actif	68 273	61 823	-6 450
Déficit accumulé (dette publique nette)[1]	573 824	571 075	-2 749

[1] Suppose un solde budgétaire de 3 milliards de dollars pour 1999-2000.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Juillet 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de mai 2000

Excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars en mai 2000

Un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars a été enregistré en mai 2000, en hausse de 1,4 milliard par rapport à l'excédent de 1,9 milliard enregistré en mai 1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,8 milliard (13,6 %), tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (3,6 %). Quant aux dépenses de programmes, elles ont augmenté de 0,5 milliard (6,7 %).

La progression des recettes budgétaires d'une année sur l'autre est surtout attribuable à celle des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et de taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,7 milliard (10,8 %) d'une année sur l'autre. Cela traduit principalement la hausse des montants d'impôt payés à la déclaration au titre de l'année d'imposition 1999, qui a plus que compensé la baisse, d'une année sur l'autre, de l'impôt sur le revenu des particuliers payé à la déclaration en avril 2000.
- Quant aux rentrées de TPS, elles ont grimpé de 0,8 milliard (44,0 %) d'une année sur l'autre, surtout en raison d'une baisse des remboursements attribuable à des facteurs chronologiques. Cette tendance devrait se renverser au cours des prochains mois, de sorte que les résultats traduiront mieux la progression de l'assiette sous-jacente.
- Parmi les autres composantes des recettes, les rentrées d'impôt des sociétés ont grimpé de 7,6 %, les cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,4 %, traduisant la baisse des taux de cotisation, tandis que les taxes de vente et les taxes et droits d'accise ont chuté de 5,3 %.

D'une année sur l'autre, toutes les principales composantes des dépenses de programmes sont en hausse, tandis que la baisse des frais de la dette publique traduit une diminution du taux d'intérêt effectif moyen alors que l'encours de la dette portant intérêt est demeuré presque inchangé.

Excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 6,1 milliards de dollars, en hausse de 2,6 milliards par rapport à l'excédent de 3,4 milliards enregistré à la même période en 1999-2000.

Toutefois, les résultats à ce jour ne tiennent aucun compte des mesures de réduction des impôts touchant l'exercice en cours et annoncées dans le budget de 2000 dans le cadre du Plan quinquennal de réduction des impôts. Le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 % à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent sont au nombre des mesures qui freineront la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers à compter de juillet 2000. Comme l'indique *Le plan budgétaire de 2000*, l'incidence fiscale nette de toutes les mesures de réduction touchant l'exercice 2000-2001 se chiffre à 4,6 milliards de dollars. Par conséquent, les résultats budgétaires des premiers mois de 2000-2001 ne reflètent pas fidèlement l'évolution de la situation pour l'ensemble de l'année.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	mai		d'avril à mai	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 391	15 212	26 622	29 926
Dépenses de programmes	-7 962	-8 494	-16 253	-17 092
Solde de fonctionnement	5 429	6 718	10 369	12 834
Frais de la dette publique	-3 512	-3 387	-6 924	-6 754
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 917	3 331	3 445	6 080
Opérations non budgétaires	4 368	2 602	808	-2 620
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	6 285	5 933	4 253	3 460
Opérations de change	1 135	827	503	1 956
Solde financier net	7 420	6 760	4 756	5 416
Variation nette des emprunts	-2 430	149	-7 145	-5 640
Variation nette de l'encaisse	4 990	6 909	-2 389	-224

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Ressources financières de 3,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) pour avril et mai 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 2,6 milliards de dollars au cours des deux premiers mois de 2000-2001, comparativement à des ressources de 0,8 milliard pour la même période l'an dernier. Les besoins nets constatés à ce jour traduisent principalement le premier acompte au titre des paiements de parité salariale. Il s'est donc dégagé des ressources financières (excluant les opérations de change) de 3,5 milliards de dollars au cours de la période avril-mai 2000, comparativement à 4,3 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 5,4 milliards de dollars pour avril et mai 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et

Tableau 2
Recettes budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 569	7 279	10,8	13 127	14 628	11,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 930	2 076	7,6	3 012	4 039	34,1
Autres revenus d'imposition	143	250	74,8	567	593	4,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 642	9 605	11,1	16 706	19 260	15,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 800	1 775	-1,4	3 587	3 559	-0,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 750	2 520	44,0	3 849	4 597	19,4
Droits de douane à l'importation	156	130	-16,7	337	290	-13,9
Taxes de vente et d'accise	719	681	-5,3	1 343	1 293	-3,7
Total des taxes et droits d'accise	2 625	3 331	26,9	5 529	6 180	11,8
Total des recettes fiscales	13 067	14 711	12,6	25 822	28 999	12,3
Recettes non fiscales	324	501	54,6	800	927	15,9
Total des recettes budgétaires	13 391	15 212	13,6	26 622	29 926	12,4

vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue des ressources, tandis que la vente de dollars canadiens représente des besoins. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période avril-mai 2000 a été marquée par des ressources nettes de 2,0 milliards de dollars, comparativement à 0,5 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars, des besoins nets de 2,6 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des ressources nettes de 2,0 milliards pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 5,4 milliards pour la période avril-mai 2000, comparativement à 4,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Baisse des emprunts nets de 5,6 milliards de dollars pour avril et mai 2000

Fort de ressources financières nettes de 5,4 milliards de dollars pour avril et mai 2000 et en raison d'une baisse de l'encaisse de 0,2 milliard, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,6 milliards de la dette contractée sur le marché au cours de la période avril-mai 2000. À la fin de mai 2000, l'encaisse s'établissait à 12,7 milliards de dollars.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	mai			d'avril à mai		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 875	1 972	5,2	3 791	3 969	4,7
Prestations d'assurance-emploi	943	906	-3,9	2 022	1 944	-3,9
Total	2 818	2 878	2,1	5 813	5 913	1,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	2 083	2 250	8,0
Transferts fiscaux	991	1 064	7,4	1 735	1 895	9,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-198	-205	3,5	-375	-411	9,6
Total	1 835	1 984	8,1	3 443	3 734	8,5
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	46	14	-69,6	47	22	-53,2
Affaires étrangères	138	89	-35,5	195	144	-26,2
Santé	61	125	104,9	116	188	62,1
Développement des ressources humaines	56	60	7,1	83	68	-18,1
Affaires indiennes et du Nord	229	317	38,4	1 058	1 158	9,5
Industrie et développement régional	64	124	93,8	155	152	-1,9
Anciens combattants	114	121	6,1	227	237	4,4
Autres	120	96	-20,0	296	340	14,9
Total	828	946	14,3	2 177	2 309	6,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	57	42	-26,3	170	215	26,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	155	150	-3,2	300	300	0,0
Autres	21	65	209,5	174	205	17,8
Total	233	257	10,3	644	720	11,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	696	667	-4,2	1 231	1 157	-6,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 552	1 762	13,5	2 945	3 259	10,7
Total	2 248	2 429	8,1	4 176	4 416	5,7
Total des dépenses directes de programmes	3 309	3 632	9,8	6 997	7 445	6,4
Total des dépenses de programmes	7 962	8 494	6,7	16 253	17 092	5,2
Frais de la dette publique	3 512	3 387	-3,6	6 924	6 754	-2,5
Total des dépenses budgétaires	11 474	11 881	3,5	23 177	23 846	2,9
Poste pour mémoire : total des transferts	5 481	5 808	6,0	11 433	11 956	4,6

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou ressources

	mai		d'avril à mai	
	1999	2000	1999-2000	2000-01
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 917	3 331	3 445	6 080
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-42	7	-106	7
Autres	-25	-10	324	96
Total	-67	-3	218	103
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	667	219	445	-175
Comptes de pension de retraite	318	209	682	525
Autres	-27	-47	-6	-90
Total	958	381	1 121	260
Autres opérations	3 477	2 224	-531	-2 983
Total des opérations non budgétaires	4 368	2 602	808	-2 620
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	6 285	5 933	4 253	3 460
Opérations de change	1 135	827	503	1 956
Solde financier net	7 420	6 760	4 756	5 416

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	mai		d'avril à mai	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	7 420	6 760	4 756	5 416
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 300	3 362	4 300	5 262
Obligations d'épargne du Canada	-91	-141	-122	-147
Bons du Trésor	-5 900	-1 700	-9 950	-8 950
Autres	227	200	826	200
Total partiel	-1 464	1 721	-4 946	-3 635
Payables en devises				
Obligations négociables		-2 174		-2 174
Billets et prêts				
Bons du Canada	-966	602	-2 199	169
Billets du Canada				
Total	-966	-1 572	-2 199	-2 005
Variation nette des emprunts	-2 430	149	-7 145	-5 640
Variation de l'encaisse	4 990	6 909	-2 389	-224

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif[1]

	31 mars 2000	31 mai 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 158	19 667	-2 491
Intérêt et dette échue	8 678	11 724	3 046
Provisions	13 516	11 938	-1 578
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	44 352	43 329	-1 023
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 485	128 010	525
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 262	6 087	-175
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 749	6 659	-90
Total des régimes de retraite et autres comptes	140 496	140 756	260
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	299 189	5 262
Bons du Trésor	99 850	90 900	-8 950
Obligations d'épargne du Canada	26 432	26 285	-147
Autres	3 552	3 752	200
Total partiel	423 761	420 126	-3 635
Payable en devises			
Obligations négociables	25 528	23 354	-2 174
Bons du Canada	6 008	6 177	169
Billets du Canada	1 053	1 053	0
Total partiel	32 589	30 584	-2 005
Total de la dette non échue	456 350	450 710	-5 640
Total de la dette portant intérêt	596 846	591 466	-5 380
Total du passif	641 198	634 795	-6 403
Actif			
Encaisse et débiteurs	10 614	12 144	1 530
Comptes d'opérations de change	43 911	41 955	-1 956
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 849	12 952	103
Total de l'actif	67 374	67 051	-323
Déficit accumulé (dette publique nette)	573 824	567 744	-6 080

[1] Suppose un solde budgétaire de 3 milliards de dollars pour 1999-2000.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 2000

Excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars en juin 2000

Un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dollars a été enregistré en juin 2000, en hausse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 1,3 milliard enregistré en juin 1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard (9,7 %) et les dépenses de programmes, de 0,5 milliard (5,5 %), tandis que les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,1 %, traduisant la forte croissance des retenues sur le revenu d'emploi en raison de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 27,1 % en raison de la hausse des bénéfices des sociétés et de facteurs chronologiques liés au mécanisme des acomptes mensuels d'impôt.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont grimpé de 24,1 %, notamment en raison du calendrier des remboursements. Les recettes brutes ont fortement augmenté, mais les remboursements sont demeurés stables. La progression des remboursements suit habituellement de près celles des recettes brutes.
- Les autres composantes clés des recettes sont en baisse.

D'une année sur l'autre, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % puisque l'augmentation des prestations aux aînés a plus que compensé le recul des paiements au titre des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 11,0 %, ce qui traduit la progression des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 5,6 %, reflétant l'effet des règlements salariaux et des initiatives annoncées dans les récents budgets.

Excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,2 milliards de dollars, en hausse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent de 4,7 milliards enregistré pour la même période en 1999-2000.

Toutefois, les résultats à ce jour ne tiennent pas compte des mesures de réduction des impôts touchant l'exercice en cours et annoncées dans le budget de 2000 dans le cadre du Plan quinquennal de réduction des impôts.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opération budgétaires				
Recettes	13 338	14 634	39 958	44 558
Dépenses de programmes	-8 598	-9 068	-24 850	-26 159
Solde de fonctionnement	4 740	5 566	15 108	18 399
Frais de la dette publique	-3 464	-3 450	-10 388	-10 205
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 276	2 116	4 720	8 194
Opérations non budgétaires	-6 183	-7 187	-5 371	-9 816
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	-4 907	-5 071	-651	-1 621
Opérations de change	-1 273	730	-770	2 686
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	1 065
Variation nette des emprunts	2 421	353	-4 723	-5 286
Variation nette de l'encaisse	-3 759	-3 988	-6 144	-4 221

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent sont au nombre des mesures qui freineront la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Comme on peut le lire dans *Le plan budgétaire de 2000*, l'effet budgétaire net de toutes les mesures de réduction ayant une incidence sur l'exercice 2000-2001 se chiffre à 4,6 milliards de dollars. Par conséquent, les résultats budgétaires des premiers mois de 2000-2001 ne reflètent pas fidèlement l'évolution de la situation pour l'ensemble de l'année.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 4,6 milliards (11,5%) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,3 milliards (12,0 %), surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En outre, les montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et la baisse des remboursements au titre de l'année d'imposition 1999 ont également contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'année, la progression de cette composante devrait raientir à mesure que les réductions d'impôt annoncées dans le budget de 2000 prendront effet.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 1,5 milliard (31,5 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement progressé en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôts sur le revenu des particuliers	6 378	7 215	13,1	19 506	21 842	12,0
Impôts sur le revenu des sociétés	1 685	2 141	27,1	4 698	6 180	31,5
Autres revenus d'imposition	186	218	17,2	753	811	7,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 249	9 574	16,1	24 957	28 833	15,5
Cotisation d'assurance-emploi	1 779	1 750	-1,6	5 366	5 309	-1,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 529	1 898	24,1	5 377	6 495	20,8
Droits de douane à l'importation	285	165	-42,1	622	455	-26,8
Taxes de vente et d'accise	825	786	-4,7	2 169	2 079	-4,1
Total des taxes et droits d'accise	2 639	2 849	8,0	8 168	9 029	10,5
Total des recettes fiscales	12 667	14 173	11,9	38 491	43 171	12,2
Recettes non fiscales	671	461	-31,3	1 467	1 387	-5,5
Total des recettes budgétaires	13 338	14 634	9,7	39 958	44 558	11,5

se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, les résultats mensuels pour 2000-2001 risquent d'être à nouveau trompeurs.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,1 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 $ à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables entre 1999 et 2000) a atténué l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent à l'assurance-emploi.
- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,1 milliard (20,8 %). Comme il a déjà été mentionné, cette hausse est attribuable pour près de la moitié au délai entre la perception des recettes et le versement des remboursements applicables. Les recettes brutes ont grimpé de 11 %, parallèlement à la croissance de l'assiette pertinente. En revanche, les remboursements n'ont augmenté que de 3,7 %. Cette tendance devrait se renverser au cours des prochains mois, de sorte que les résultats nets traduiront mieux la progression de l'assiette sous-jacente.

D'avril à juin 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,3 milliard (5,3 %) par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse touche toutes les grandes composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % alors que la baisse des prestations d'assurance-emploi a largement compensé l'augmentation des prestations versées aux aînés, dont le montant plus élevé traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées pour inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, ce qui reflète la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 910	1 967	3,0	5 700	5 936	4,1
Prestations d'assurance-emploi	769	757	-1,6	2 791	2 702	-3,2
Total	2 679	2 724	1,7	8 491	8 638	1,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	3 125	3 375	8,0
Transferts fiscaux	866	991	14,4	2 601	2 886	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-563	-617	9,6
Total	1 720	1 910	11,0	5 163	5 644	9,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	26	5	-80,8	73	27	-63,0
Affaires étrangères	34	99	191,2	229	243	6,1
Santé	146	66	-54,8	262	254	-3,1
Développement des ressources humaines	193	228	18,1	276	296	7,2
Affaires Indiennes et du Nord	334	323	-3,3	1 392	1 481	6,4
Industrie et développement régional	108	131	21,3	263	283	7,6
Anciens combattants	114	118	3,5	341	355	4,1
Autres	207	125	-39,6	503	463	-8,0
Total	1 162	1 095	-5,8	3 339	3 402	1,9
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	35	70	100,0	205	285	39,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	152	170	11,8	452	470	4,0
Autres	129	144	11,6	303	349	15,2
Total	316	384	21,5	960	1 104	15,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	767	874	14,0	1 998	2 032	1,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 954	2 081	6,5	4 899	5 339	9,0
Total	2 721	2 955	8,6	6 897	7 371	6,9
Total des dépenses directes de programmes	4 199	4 434	5,6	11 196	11 877	6,1
Total des dépenses de programmes	8 598	9 068	5,5	24 850	26 159	5,3
Frais de la dette publique	3 464	3 450	-0,4	10 388	10 205	-1,8
Total des dépenses budgétaires	12 062	12 518	3,8	35 238	36 364	3,2
Poste pour mémoire :						
Total des transferts	5 561	5 729	3,0	16 993	17 684	4,1

L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 6,1 %. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet de nouvelles mesures annoncées dans le budget de février 2000.

Quant aux frais de la dette publique, ils ont diminué de 1,8 % en raison de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt puisque le taux effectif moyen d'intérêt a légèrement augmenté.

Besoins financiers de 1,6 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juin 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. Il ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,8 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2000-2001. Cette situation résulte notamment du versement à une fiducie en main tierce de 2,5 milliards au titre du supplément du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et du premier acompte au titre des paiements de parité salariale. Il s'est donc dégagé des besoins financiers (excluant les opérations de change) de 1,6 milliard au cours de la période d'avril à juin 2000 comparativement à des besoins de 0,7 milliard enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 1,1 milliard d'avril à juin 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à juin 2000 a été marquée par des ressources nettes de 2,7 milliards de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,8 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou ressources

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 276	2 116	4 720	8 194
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-32	188	-137	196
Autres	126	18	450	113
Total	94	206	313	309
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-175	150	271	-26
Comptes de pension de retraite	373	68	1 056	593
Autres	-102	-134	-108	-227
Total	96	84	1 219	340
Autres opérations	-6 373	-7 477	-6 903	-10 464
Total des opérations non budgétaires	-6 183	-7 187	-5 371	-9 816
Besoins ou ressources (opérations de change exclues)	-4 907	-5 071	-651	-1 621
Opérations de change	-1 273	730	-770	2 686
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	-1 065

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-6 180	-4 341	-1 421	1 065
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 987	3 963	10 287	9 226
Obligations d'épargne du Canada	-882	-256	-1 003	-403
Bons du Trésor	-2 400	-3 600	-12 350	-12 550
Autres	173	500	999	700
Total partiel	2 878	607	-2 067	-3 027
Payables en devises				
Obligations négociables				-2 174
Billets et prêts				
Bons du Canada	-457	-254	-2 656	-85
Billets du Canada				
Total	-457	-254	-2 656	-2 259
Variation nette des emprunts	-2 421	353	-4 723	-5 286
Variation de l'encaisse	-3 759	-3 988	-6 144	-4 221

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif[1]

	31 mars 2000	30 juin 2000	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22,158	16 317	-5 841
Intérêts et dette échue	8 678	11 724	3 046
Provisions	13 516	11 838	-1 678
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	44 352	39 879	-4 473
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 485	128 078	593
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 262	6 236	-26
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 749	6 522	-227
Total des régimes de retraite et autres comptes	140 496	140 836	340
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 153	9 226
Bons du Trésor	99 850	87 300	-12 550
Obligations d'épargne du Canada	26 432	26 029	-403
Autres	3 552	4 252	700
Total partiel	423 761	420 734	-3 027
Payable en devises			
Obligations négociables	25 528	23 354	-2 174
Bons du Canada	6 008	5 923	-85
Billets du Canada	1 053	1 053	0
Total partiel	32 589	30 330	-2 259
Total de la dette non échue	456 350	451 064	-5 286
Total de la dette portant intérêt	596 846	592 011	-4 835
Total du passif	641 198	631 778	-9 420
Actif			
Encaisse et débiteurs	10 614	6 393	-4 221
Comptes d'opérations de change	43 911	46 597	2 686
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	12 849	13 158	309
Total de l'actif	67 374	66 148	-1 226
Déficit accumulé (dette publique nette)	573 824	565 630	-8 194

[1] Suppose un solde budgétaire de 3 milliards de dollars pour 1999-2000.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)							
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174
Moins :								
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	2 640
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État	2	110			325			
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808

Source : *Comptes publics du Canada.*

Avec un excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars, des besoins nets de 9,8 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des ressources nettes de 2,7 milliards pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 1,1 milliard pour la période d'avril à juin 2000, comparativement à des besoins nets de 1,4 milliard l'année précédente.

Baisse des emprunts nets de 5,3 milliards d'avril à juin 2000

Fort de ressources nettes de 1,1 milliard de dollars et en raison d'une baisse de l'encaisse de 4,2 milliards, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,3 milliards de la dette contractée sur le marché au cours des trois premiers mois de 2000-2001. Au 30 juin 2000, l'encaisse s'établissait à 8,7 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Août 2000

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1990-2000
					(M$)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174	56 383
Moins :									
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640	30 746
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850	2 847
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684	22 790
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123	104
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325				
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808	22 894

Source : *Comptes publics du Canada*

mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 0,1 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars, des besoins nets de 9,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 7,8 milliards pour la période d'avril à décembre 2000, comparativement à des ressources nettes de 5,3 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Chute de 16,6 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à décembre 2000

En décembre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés a diminué de 6,9 milliards de dollars, de sorte que, pour les neuf premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 16,6 milliards. Ces remboursements ont été financés au moyen des ressources financières nettes de 7,8 milliards et de la réduction de 8,8 milliards de l'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de décembre 2000, l'encaisse s'établissait à 4,2 milliards de dollars.

Compte du service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 2001

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juillet 2000

Excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars en juillet 2000

Un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars a été réalisé en juillet 2000, soit 2,3 milliards de plus que l'excédent de 0,9 milliard enregistré en juillet 1999. Les recettes budgétaires ont augmenté de 3,0 milliards (23,6 %) et les dépenses de programmes, de 0,7 milliard (8,5 %) tandis que les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (31,9 %). Cette augmentation est attribuable à la forte croissance des retenues sur le revenu d'emploi en raison de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, ainsi qu'à des facteurs chronologiques liés à la réception des paiements et aux rajustements faits par rapport aux déclarations moins élevées au cours des mois précédents. Ces facteurs ont plus que compensé l'effet des mesures annoncées dans le budget de 2000, qui sont entrées en vigueur en juillet. L'effet des mesures de réduction des impôts devrait se manifester de façon marquée dans les résultats d'août 2000.
- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1 milliard de dollars (57,9 %) en raison de la vigueur des bénéfices des sociétés et des facteurs chronologiques liés au mécanisme des acomptes mensuels d'impôt, tel qu'il est expliqué ci-après. Les autres impôts sur le revenu ont aussi considérablement augmenté en raison de la hausse des bénéfices des sociétés.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont reculé de 1,8 % en raison d'une reprise dans le traitement des remboursements. Les autres composantes au titre des droits et des taxes d'accise ont aussi diminué.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,1 milliard de dollars. Les changements mensuels dans cette composante sont très erratiques en raison du calendrier des versements.

D'une année sur l'autre, toutes les composantes des dépenses de programmes sont en hausse :

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,5 % puisque les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi ont augmenté.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont bondi de 9,4 %, ce qui traduit la progression des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 13,2 %, reflétant l'effet des règlements salariaux et des initiatives annoncées dans les récents budgets.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 758	15 768	52 716	60 327
Dépenses de programmes	-8 381	-9 097	-33 231	-35 257
Solde de fonctionnement	4 377	6 671	19 485	25 070
Frais de la dette publique	-3 506	-3 499	-13 895	-13 703
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	871	3 172	5 590	11 367
Opérations non budgétaires	-33	844	-5 406	-8 965
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	838	4 016	184	2 402
Opérations de change	1 305	-729	535	1 957
Solde financier net	2 143	3 287	719	4 359
Variation nette des emprunts	2 458	-7 636	-2 265	-12 921
Variation nette de l'encaisse	4 601	-4 349	-1 546	-8 562

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Excédent budgétaire de 11,4 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,4 milliards de dollars, en hausse de 5,8 milliards par rapport à l'excédent de 5,6 milliards enregistré pour la même période en 1999-2000.

Toutefois, les résultats à ce jour ne tiennent pas compte des mesures de réduction des impôts touchant l'exercice en cours et annoncées dans le budget de 2000 dans le cadre du Plan quinquennal de réduction des impôts. Le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 % à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent sont au nombre des mesures qui freineront la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers pendant le reste de l'exercice. Comme on peut le lire dans *Le plan budgétaire de 2000*, l'effet budgétaire net de toutes les mesures de réduction ayant une incidence sur l'exercice 2000-2001 se chiffre à 4,6 milliards de dollars. De plus, l'augmentation annuelle des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la TPS est surestimée en raison de facteurs chronologiques. Par exemple, en se fondant sur les paiements de la période finale de règlement pour 1999-2000, les recettes mensuelles au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés pour les sept premiers mois de 1999-2000 ont été sous-estimées d'en moyenne 0,6 milliard de dollars par mois. Par conséquent, les résultats budgétaires des premiers mois de 2000-2001 ne reflètent pas fidèlement l'évolution de la situation pour l'ensemble de l'année.

Les recettes budgétaires ont progressé de 7,6 milliards de dollars (14,4 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (16,7 %), surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes

Tableau 2
Recettes budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 102	8 047	31,9	25 608	29 890	16,7
Impôt sur le revenu des sociétés	1 649	2 603	57,9	6 346	8 783	38,4
Autres	205	309	50,7	958	1 120	16,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 956	10 959	37,7	32 912	39 793	20,9
Cotisations d'assurance-emploi	1 697	1 667	-1,8	7 063	6 976	-1,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 771	1 739	-1,8	7 149	8 233	15,2
Droits de douane à l'importation	221	201	-9,0	843	656	-22,2
Taxes de vente et d'accise	725	658	-9,2	2 896	2 738	-5,5
Total des taxes et droits d'accise	2 717	2 598	-4,4	10 888	11 627	6,8
Total des recettes fiscales	12 370	15 224	23,1	50 863	58 396	14,8
Recettes non fiscales	388	544	40,2	1 853	1 931	4,2
Total des recettes budgétaires	12 758	15 768	23,6	52 716	60 327	14,4

occupant un emploi. En outre, les montants plus élevés payés à la déclaration et la baisse des remboursements au titre de l'année d'imposition 1999 ont également contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'année, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que les réductions d'impôt annoncées dans le budget de 2000 prendront effet.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (38,4 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement progressé en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition de 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Les sociétés ont 60 jours à partir de la fin de leur année d'imposition pour régler tous les montants dus. En février dernier, les paiements de règlement ont atteint un sommet en raison des moins-payés effectués au cours de l'année d'imposition de 1999, ce qui explique qu'on estime que les acomptes mensuels pour les sept premiers mois ont été sous-estimés d'en moyenne 0,6 milliard de dollars par mois. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, l'évolution d'une année sur l'autre est trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,2 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 $ à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables entre 1999 et 2000) a atténué l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juillet			d'avril à juillet		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 986	2 012	1,3	7 686	7 948	3,4
Prestations d'assurance-emploi	793	809	2,0	3 584	3 511	-2,0
Total	2 779	2 821	1,5	11 270	11 459	1,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	4 167	4 500	8,0
Transferts fiscaux	880	978	11,1	3 480	3 862	11,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-750	-822	9,6
Total	1 734	1 897	9,4	6 897	7 540	9,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	23	27	17,4	96	54	-43,8
Affaires étrangères	127	102	-19,7	356	346	-2,8
Santé	47	99	110,6	309	353	14,2
Développement des ressources humaines	150	115	-23,3	426	411	-3,5
Affaires indiennes et du Nord	278	262	-5,8	1 670	1 743	4,4
Industrie et développement régional	136	82	-39,7	399	365	-8,5
Anciens combattants	117	123	5,1	458	478	4,4
Autres	214	73	-65,9	717	883	23,2
Total	1 092	883	-19,1	4 431	4 633	4,6
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	50	86	72,0	255	371	45,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	143	150	4,9	595	620	4,2
Autres	93	128	37,6	396	475	19,9
Total	286	364	27,3	1 246	1 466	17,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	795	948	19,2	2 795	2 979	6,6
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 695	2 184	28,8	6 592	7 180	8,9
Total	2 490	3 132	25,8	9 387	10 159	8,2
Total des dépenses directes de programmes	3 868	4 379	13,2	15 064	16 258	7,9
Total des dépenses de programmes	8 381	9 097	8,5	33 231	35 257	6,1
Frais de la dette publique	3 506	3 499	-0,2	13 895	13 703	-1,4
Total des dépenses budgétaires	11 887	12 596	6,0	47 126	48 960	3,9
Poste pour mémoire : total des transferts	5 605	5 601	-0,1	22 598	23 632	4,6

- Les recettes de TPS ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (15,2 %). Même s'il y a eu beaucoup plus de remboursements en juillet, ceux-ci freinent tout de même l'augmentation des recettes nettes. Cette tendance devrait se renverser au cours des prochains mois, de sorte que les résultats nets traduiront mieux la progression de l'assiette sous-jacente.

D'avril à juillet 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (6,1 %) par rapport à la même période l'année dernière. Cette hausse touche toutes les grandes composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 % alors que la baisse des prestations d'assurance-emploi a largement compensé l'augmentation des prestations versées aux aînés, dont le montant plus élevé traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées pour inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, le nombre de chômeurs ayant diminué.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des autres provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 7,9 %. Cette composante comprend les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles mesures annoncées dans le budget de février 2000.

Quant aux frais de la dette publique, ils ont diminué de 1,4 % en raison surtout de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 2,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juillet 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. Il ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	871	3 172	5 590	11 367
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	27	-112	-110	83
Autres	-94	49	356	162
Total	-67	-63	246	245
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-471	-865	-201	-890
Comptes de pension de retraite	383	371	1 438	966
Autres	-17	11	-125	-216
Total	-105	-483	1 112	-140
Autres opérations	139	1 390	-6 764	-9 070
Total des opérations non budgétaires	-33	844	-5 406	-8 965
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	838	4 016	184	2 402
Opérations de change	1 305	-729	535	1 957
Solde financier net	2 143	3 287	719	4 359

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	2 143	3 287	719	4 359
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	–	-3 075	10 287	6 151
Obligations d'épargne du Canada	154	-151	-849	-553
Bons du Trésor	3 150	-4 200	-9 200	-16 750
Autres	247	225	1 246	925
Total	3 551	-7 201	1 484	-10 227
Payables en devises				
Obligations négociables	–	–	–	-2 174
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-867	-435	-3 523	-520
Billets du Canada	-226	–	-226	–
Total	1 093	-435	-3 749	-2 694
Variation nette des emprunts	2 458	-7 636	-2 265	-12 921
Variation de l'encaisse	4 601	-4 349	-1 546	-8 562

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 juillet 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	20 551	15 451	-5 100
Intérêt et dette échue	8 353	8 430	77
Provisions	11 844	7 797	-4 047
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	40 748	31 678	-9 070
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 312	966
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 327	-890
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 747	-216
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	141 386	-140
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	300 078	6 151
Bons du Trésor	99 850	83 100	-16 750
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 936	-553
Obligations non négociables et billets	3 552	4 477	925
Total partiel	423 818	413 591	-10 227
Payable en devises	32 588	29 894	-2 694
Total de la dette non échue	456 406	443 485	-12 921
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 871	-13 061
Total du passif	638 680	616 549	-22 131
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 302	-8 562
Comptes d'opérations de change	41 494	39 537	-1 957
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	13 551	-245
Total de l'actif	74 154	63 390	-10 764
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	553 159	-11 367

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,0 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2000-2001. Cette situation résulte notamment du versement à une fiducie en main tierce de 2,5 milliards de dollars au titre du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et du premier acompte au titre des paiements d'équité salariale. Il s'est dégagé des ressources financières (excluant les opérations de change) de 2,4 milliards de dollars au cours de la période d'avril à juillet 2000, comparativement à des ressources nettes de 0,2 milliard enregistrées à la période correspondante de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 4,4 milliards de dollars d'avril à juillet 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin.

L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les quatre premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 2,0 milliards de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,5 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,4 milliards de dollars, des besoins nets de 9,0 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des ressources nettes de 2,0 milliards pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 2000, comparativement à des ressources nettes de 0,7 milliard pour la même période l'année précédente.

Baisse des emprunts nets de 12,9 milliards de dollars d'avril à juillet 2000

Fort de ressources nettes de 4,4 milliards de dollars et en raison d'une baisse de l'encaisse de 8,6 milliards, le gouvernement a remboursé au cours des quatre premiers mois de 2000-2001 une tranche de 12,9 milliards de la dette contractée sur le marché. Au 31 juillet, l'encaisse s'établissait à 4,4 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Septembre 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'août 2000

Déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars en août 2000

Un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars a été enregistré en août 2000, comparativement à un excédent de 0,6 milliard réalisé en août 1999. Les recettes budgétaires étaient en baisse de 1 milliard de dollars (8,0 %), les dépenses de programmes ont grimpé de 0,4 milliard (4,9 %), et les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard (10,3 %).

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont chuté de 0,7 milliard de dollars, ou 12,8 %. Cette baisse est surtout attribuable à l'incidence des mesures de réduction des impôts annoncées dans le budget de 2000 qui ont pris effet le 1er juillet 2000, soit le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers, la réduction du taux intermédiaire d'imposition, qui passe de 26 % à 24 %, et le relèvement des seuils de revenu auxquels les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquent.
- Les rentrés d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,3 milliard de dollars (21,4 %), surtout en raison des facteurs chronologiques liés au mécanisme des acomptes mensuels d'impôt, tel qu'il est expliqué ci-après. Les autres impôts sur le revenu ont aussi diminué en raison des facteurs chronologiques.
- Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont reculé de 0,2 milliard de dollars, ou 7,9 %, en raison d'un ralentissement dans les perceptions brutes et d'une reprise dans le traitement des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont considérablement augmenté en raison d'une mauvaise affectation au cours des mois précédents, tandis que les autres taxes et droits d'accise ont chuté.
- Les recettes non fiscales ont légèrement augmenté. Les changements mensuels dans cette composante sont très erratiques en raison du calendrier des versements.

Pour ce qui est des dépenses de programmes d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont reculé de 2,2 % puisque la baisse des prestations d'assurance-emploi, qui traduit une amélioration de la situation sur le marché du travail, a largement compensé la hausse des prestations aux aînés.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 10,3 %, ce qui traduit la progression des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 7,5 %, reflétant l'effet des règlements salariaux et des initiatives annoncées dans les récents budgets.

La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	août		d'avril à août	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	12 367	11 379	65 083	71 706
Dépenses de programmes	-8 602	-9 021	-41 835	-44 358
Solde de fonctionnement	3 765	2 358	23 248	27 348
Frais de la dette publique	-3 193	-3 521	-17 087	-17 225
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	572	-1 163	6 161	10 123
Opérations non budgétaires	1 016	2 785	-4 384	-6 100
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 588	1 622	1 777	4 023
Opérations de change	-859	-2 187	-324	-230
Solde financier net	729	-565	1 453	3 793
Variation nette des emprunts	878	6 729	-1 388	-6 193
Variation nette de l'encaisse	1 607	6 164	65	-2 400

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Excédent budgétaire de 10,1 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,1 milliards de dollars, en hausse de 4,0 milliards par rapport à l'excédent de 6,2 milliards enregistré pour la même période en 1999-2000.

Les résultats financiers mensuels peuvent être très erratiques sous l'effet du calendrier des versements et des paiements ainsi que des mesures budgétaires. En particulier, le calendrier des paiements des acomptes d'impôt sur le revenu des particuliers et des paiements de règlement d'impôt sur le revenu des sociétés peut influer dans une large mesure sur les soldes mensuels. Par exemple, les paiements des acomptes trimestriels d'impôt sur le revenu des particuliers ont un effet marqué en septembre et en décembre tandis que les paiements de règlement d'impôt sur le revenu des sociétés se font sentir en décembre et en février. Par contre, d'après l'expérience des années précédentes, les rentrées de recettes sont relativement inférieures. Il faut donc faire preuve de prudence dans l'extrapolation des résultats à ce jour pour en tirer des estimations visant l'ensemble de l'exercice.

Les recettes budgétaires ont progressé de 6,6 milliards de dollars, soit 10,2 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars, ou 11,4 %, surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En outre, les montants plus élevés payés à la déclaration et la baisse des remboursements au titre de l'année d'imposition 1999 ont également contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'année, la progression de cette composante ralentira sous le plein effet des réductions d'impôt annoncées dans le budget de 2000.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	août			d'avril à août		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 701	4 972	-12,8	31 308	34 862	11,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 236	971	-21,4	7 582	9 754	28,6
Autres	277	156	-43,7	1 236	1 275	3,2
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 214	6 099	-15,5	40 126	45 891	14,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 531	1 520	-0,7	8 594	8 497	-1,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 240	2 062	-7,9	9 390	10 295	9,6
Droits de douane à l'importation	164	463	182,3	1 007	1 119	11,1
Taxes de vente et d'accise	743	703	-5,4	3 640	3 443	-5,4
Total des taxes et droits d'accise	3 147	3 228	2,6	14 037	14 857	5,8
Total des recettes fiscales	11 892	10 847	-8,8	62 757	69 245	10,3
Recettes non fiscales	475	532	12,0	2 326	2 461	5,8
Total des recettes budgétaires	12 367	11 379	-8,0	65 083	71 706	10,2

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,2 milliards de dollars, ou 28,6 %. Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement progressé en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Les sociétés ont 60 jours à partir de la fin de leur année d'imposition pour régler tous les montants dus. En février dernier, les paiements de règlement ont atteint un sommet en raison des moins-payés effectués au cours de l'année d'imposition de 1999, ce qui explique qu'on estime que les acomptes mensuels pour les sept premiers mois ont été sous-estimés d'en moyenne 0,6 milliard de dollars par mois. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, l'évolution d'une année sur l'autre est trompeuse.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 1,1 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 $ à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables entre 1999 et 2000) a atténué l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 5,8 %. Les recettes de TPS ont progressé de 0,9 milliard de dollars, ou 9,6 %, traduisant la hausse de la demande du consommateur, tandis que les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard. Par contre, les taxes de vente et d'accise ont chuté de 0,2 milliard, ou 5,4 %.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	août			d'avril à août		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 865	1 884	1,0	9 552	9 833	2,9
Prestations d'assurance-emploi	955	874	-8,5	4 539	4 385	-3,4
Total	2 820	2 758	-2,2	14 091	14 218	0,9
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	5 209	5 625	8,0
Transferts fiscaux	866	978	12,9	4 347	4 839	11,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-938	-1 028	9,6
Total	1 720	1 897	10,3	8 618	9 436	9,5
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	50	93	86,0	146	147	0,7
Affaires étrangères	155	180	16,1	510	526	3,1
Santé	121	65	-46,3	430	418	-2,8
Développement des ressources humaines	32	15	-53,1	458	426	-7,0
Affaires indiennes et du Nord	261	282	8,0	1 932	2 025	4,8
Industrie et développement régional	147	150	2,0	546	515	-5,7
Anciens combattants	115	120	4	573	598	4,4
Autres	114	72	-36,	831	958	15,3
Total	995	977	-1,8	5 426	5 613	3,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	85	79	-7,1	340	450	32,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	745	770	3,4
Autres	67	141	110,4	464	617	33,0
Total	302	370	22,5	1 549	1 837	18,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 032	921	-10,8	3 826	3 899	1,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 733	2 098	21,1	8 325	9 355	12,4
Total	2 765	3 019	9,2	12 151	13 254	9,1
Total des dépenses directes de programmes	4 062	4 366	7,5	19 126	20 704	8,3
Total des dépenses de programmes	8 602	9 021	4,9	41 835	44 358	6,0
Frais de la dette publique	3 193	3 521	10,3	17 087	17 225	0,8
Total des dépenses budgétaires	11 795	12 542	6,3	58 922	61 583	4,5
Poste pour mémoire : total des transferts	5 535	5 632	1,8	28 135	29 267	4,0

- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,1 milliard de dollars, ou 5,8 %.

D'avril à août 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (6,0 %) par rapport à la même période l'année dernière. Cette hausse touche toutes les grandes composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,9 %, alors que l'augmentation des prestations versées aux aînés a grandement atténué l'effet de la baisse des prestations d'assurance-emploi. L'augmentation des prestations versées aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant des prestations, qui sont indexées pour inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, le nombre de chômeurs ayant diminué.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 9,5 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des autres provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont progressé de 8,3 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans les récents budgets.

Quant aux frais de la dette publique, ils ont augmenté de 0,8 % puisque les taux d'intérêt légèrement plus élevés ont largement atténué la baisse de l'encours portant intérêt.

Ressources financières de 4,0 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à août 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. Il ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources et les besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 6,1 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2000-2001. Ce résultat est attribuable en partie au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 2,5 milliards de dollars au titre du TCSPS, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 2000, et aux premiers versements dans le cadre du règlement de l'équité salariale.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	août		d'avril à août	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	572	-1 163	6 161	10 123
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	60	23	-50	106
Autres	-186	-21	171	141
Total	-126	2	121	247
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-247	224	-448	-666
Comptes de pension de retraite	390	465	1 829	1 430
Autres	14	1	-111	-215
Total	157	690	1 270	549
Autres opérations	985	2 093	-5 775	-6 896
Total des opérations non budgétaires	1 016	2 785	-4 384	-6 100
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 588	1 622	1 777	4 023
Opérations de change	-859	-2 187	-324	-230
Solde financier net	729	-565	1 453	3 793

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	729	-565	1 453	3 793
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-800	4 800	9 487	10 951
Obligations d'épargne du Canada	139	-138	-710	-692
Bons du Trésor	1 750	2 900	-7 450	-13 850
Autres	49	-467	1 295	458
Total	1 138	7 095	2 622	-3 133
Payables en devises				
Obligations négociables	-113	–	-113	-2 174
Billets et prêts	–	–	–	–
Bons du Canada	-147	-366	-3 671	-886
Billets du Canada	–	–	-226	–
Total	-260	-366	-4 010	-3 060
Variation nette des emprunts	878	6 729	-1 388	-6 193
Variation de l'encaisse	1 607	6 164	65	-2 400

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 août 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	33 852	-6 896
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 776	1 430
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 551	-666
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 748	-215
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 075	549
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	304 878	10 951
Bons du Trésor	99 850	86 000	-13 850
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 797	-692
Obligations non négociables et billets	3 552	4 010	458
Total partiel	423 818	420 685	-3 133
Payable en devises	32 588	29 528	-3 060
Total de la dette non échue	456 406	450 213	-6 193
Total de la dette portant intérêt	597 932	592 288	-5 644
Total du passif	638 680	626 140	-12 540
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	16 464	-2 400
Comptes d'opérations de change	41 494	41 724	230
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	13 549	-247
Total de l'actif	74 154	71 737	-2 417
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	554 403	-10 123

Ainsi, avec un excédent budgétaire de 10,1 milliards de dollars et des besoins nets de 6,1 milliards relatifs aux opérations non budgétaires, il a été possible de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 4,0 milliards d'avril à août 2000, comparativement à un excédent de 1,8 milliard au cours de la même période de l'exercice précédent.

Ressources financières nettes de 3,8 milliards de dollars d'avril à août 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les cinq premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 0,2 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 10,1 milliards de dollars, des besoins nets de 6,1 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,2 milliard pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 3,8 milliards de dollars pour la période d'avril à août 2000, comparativement à des ressources nettes de 1,5 milliard pour la même période l'année précédente.

Baisse de 6,2 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à août 2000

Fort de ressources financières nettes de 3,8 milliards de dollars et en raison d'une baisse de l'encaisse de 2,4 milliards, le gouvernement a remboursé au cours des cinq premiers mois de 2000-2001 une tranche de 6,2 milliards de la dette contractée sur le marché. Au 31 août, l'encaisse s'établissait à 10,6 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Octobre 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de septembre 2000

Excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars en septembre 2000

Un excédent budgétaire de 3,3 milliards de dollars a été enregistré en septembre 2000, en comparaison d'un excédent de 1,9 milliard en septembre 1999. La totalité de l'augmentation de l'excédent d'une année sur l'autre est attribuable à la hausse de 10,4 %, soit 1,5 milliard de dollars. Les dépenses de programmes ont augmenté de 84 millions, et les frais de la dette publique sont demeurés pratiquement inchangés.

Voici comment les principales composantes des recettes ont évolué d'une année sur l'autre :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, soit 10,4 %, traduisant la forte croissance soutenue des retenues sur le revenu d'emploi, en raison de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, ainsi que des facteurs chronologiques liés à la réception des paiements. Ces facteurs ont plus que compensé l'incidence des mesures budgétaires de 2000, qui sont entrées en vigueur en juillet.
- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 33,8 %, surtout en raison de facteurs chronologiques liés aux acomptes mensuels d'impôt, expliqués ci-après. Les autres recettes d'impôt sur le revenu ont été moins élevées, également en raison de facteurs chronologiques.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement augmenté en raison d'un transfert de recettes d'impôt sur le revenu des particuliers faisant suite à un paiement insuffisant pour l'année d'imposition 1999.
- Les recettes de droits et de taxes d'accise ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 3,6 %, l'augmentation des droits de douane à l'importation et des taxes d'accise et de vente ayant plus que compensé la baisse des rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) attribuable à la hausse des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont grimpé. Les variations mensuelles de cette composante sont extrêmement volatiles, traduisant le calendrier de réception des paiements.

Au chapitre des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,4 %, puisque l'augmentation des prestations aux aînés a plus que compensé le recul des paiements de prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 11,0 %, ce qui traduit la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont chuté de 5,1 % en raison de facteurs chronologiques.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	septembre		d'avril à septembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 132	15 596	79 216	87 302
Dépenses de programmes	-8 747	-8 831	-50 569	-53 105
Solde de fonctionnement	5 385	6 765	28 647	34 197
Frais de la dette publique	-3 461	-3 472	-20 549	-20 697
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 924	3 293	8 098	13 500
Opérations non budgétaires	178	196	-4 224	-5 986
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 102	3 489	3 874	7 514
Opérations de change	501	667	177	437
Solde financier net	2 603	4 156	4 051	7 951
Variation nette des emprunts	-9 312	-12 116	-10 701	-18 309
Variation nette de l'encaisse	-6 709	-7 960	-6 650	-10 358

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Excédent budgétaire de 13,5 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,5 milliards de dollars, en hausse de 5,4 milliards par rapport à l'excédent de 8,1 milliards déclaré pour la même période en 1999-2000. Ces résultats sont conformes à la moyenne des prévisions du secteur privé relativement à l'excédent budgétaire de 17 milliards de dollars pour 2000-2001, tel qu'il a été établi dans le document *Énoncé économique et mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 8,1 milliards de dollars, ou 10,2 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 4,4 milliards de dollars, ou 11,2 %, surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent. En outre, les montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et la baisse des remboursements pour l'année d'imposition 1999 ont contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'exercice, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que les réductions d'impôt annoncées dans le budget 2000 et dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* prendront effet.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 2,6 milliards de dollars, soit 29,3 %. Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible de l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement rebondi en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont

Tableau 2
Recettes budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	7 770	8 580	10,4	39 078	43 443	11,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1 192	1 595	33,8	8 775	11 349	29,3
Autres	204	164	-19.6	1 440	1 439	-0,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	9 166	10 339	12,8	49 293	56 231	14,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 398	1 437	2,8	9 992	9 934	-0,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 214	2 103	-5,0	11 603	12 398	6,9
Droits de douane à l'importation	162	220	35,8	1 169	1 339	14,5
Taxes de vente et d'accise	638	798	25,1	4 278	4 240	-0,9
Total des taxes et droits d'accise	3 014	3 121	3,6	17 050	17 977	5,4
Total des recettes fiscales	13 578	14 897	9,7	76 335	84 144	10,2
Recettes non fiscales	554	699	26,2	2 881	3 160	9,7
Total des recettes budgétaires	14 132	15 596	10,4	79 216	87 302	10,2

diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Les sociétés ont 60 jours, à partir de la fin de leur année d'imposition, pour verser leurs paiements finals. En février dernier, un sommet a été atteint au chapitre des paiements en raison de l'insuffisance des paiements effectués pendant l'année d'imposition 1999. On estime donc que les acomptes pour les sept premiers mois ont été insuffisants de 0,6 milliard de dollars par mois en moyenne. Comme les acomptes mensuels courants sont largement tributaires de l'impôt exigible pour 1999, les variations d'une année sur l'autre observées jusqu'ici sont trompeuses.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 0,6 %, puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 $ à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables entre 1999 et 2000) a compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.
- Les recettes de droits et de taxes d'accise ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 5,4 %. Les recettes de TPS ont grimpé de 0,8 milliard de dollars, ou 6,9 % – ce chiffre est inférieur à la croissance de la demande des consommateurs, ce qui traduit la hausse vigoureuse des paiements de remboursement. Les droits de douane ont nettement augmenté, tandis que les taxes de vente et d'accise ont diminué.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 0,3 milliard de dollars, soit 9,7 %.

D'avril à septembre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, ou 5,0 %, par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse touche toutes les principales composantes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,4 %, alors que l'augmentation des prestations versées aux aînés a largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	septembre			d'avril à septembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(en millions de dollars)		(%)	(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 997	2 121	6,2	11 548	11 953	3,5
Prestations d'assurance-emploi	679	672	-1,0	5 218	5 056	-3,1
Total	2 676	2 793	4,4	16 766	17 009	1,4
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 041	1 125	8,1	6 250	6 750	8,0
Transferts fiscaux	867	988	14,0	5 214	5 831	11,8
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-204	8,5	-1 126	-1 233	9,5
Total	1 720	1 909	11,0	10 338	11 348	9,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	121	107	-11,6	267	255	-4,5
Affaires étrangères	136	41	-69,6	647	566	-12,5
Santé	72	148	105,6	501	566	13,0
Développement des ressources humaines	249	33	-86,7	707	459	-35,1
Affaires indiennes et du Nord	320	444	38,8	2 252	2 470	9,7
Industrie et développement régional	64	92	43,8	610	606	-0,7
Anciens combattants	115	120	4,3	689	718	4,2
Autres	151	75	-50,3	984	1 032	14,9
Total	1 228	1 060	-13,7	6 657	6 672	0,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	79	65	-17,7	420	515	22,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	151	150	-0,7	895	920	2,8
Autres	63	90	42,9	526	708	34,6
Total	293	305	4,1	1 841	2 143	16,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	970	873	-10,0	4 796	4 773	-0,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 860	1 891	1,7	10 171	11 160	9,7
Total	2 830	2 764	-2,3	14 967	15 933	6,5
Total des dépenses directes de programmes	4 351	4 129	-5,1	23 465	24 748	5,5
Total des dépenses de programmes	8 747	8 831	1,0	50 569	53 105	5,0
Frais de la dette publique	3 461	3 472	0,3	20 549	20 697	0,7
Total des dépenses budgétaires	12 208	12 303	0,8	71 118	73 802	3,8
Poste pour mémoire : total des transferts	5 624	5 762	2,5	33 761	35 029	3,8

hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs.

- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent l'écart entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 5,5 %. Cette composante englobe les subventions et autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles mesures annoncées dans les récents budgets.

Les frais de la dette publique ont quant à eux augmenté de 0,7 %, l'effet de la hausse des taux d'intérêt ayant largement compensé la baisse de l'encours de la dette portant intérêts.

Ressource de 7,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) entre avril et septembre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 6,0 milliards de dollars au cours des six premiers mois de 2000-2001, ce qui est attribuable notamment au versement à une fiducie administrée par des tiers de 2,5 milliards au titre du supplément en espèces du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et au premier acompte au titre des paiements de parité salariale.

Avec un excédent budgétaire de 13,5 milliards de dollars et un besoin net de 6,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est donc dégagé une ressource (excluant les opérations de change) de 7,5 milliards de dollars au cours de la période d'avril à septembre 2000, par rapport à la ressource de 3,9 milliards enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	septembre		d'avril à septembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 924	3 293	8 098	13 500
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	69	100	19	206
Autres	-291	42	-122	183
Total	-222	142	-103	389
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	739	128	291	-538
Comptes de pension de retraite	484	28	2 313	1 458
Autres	14	150	-98	-65
Total	1 237	306	2 506	855
Autres opérations	-837	-252	-6 627	-7 230
Total des opérations non budgétaires	178	196	-4 224	-5 986
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 102	3 489	3 874	7 514
Opérations de change	501	667	177	437
Solde financier net	2 603	4 156	4 051	7 951

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	septembre		d'avril à septembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	2 603	4 156	4 051	7 951
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-11 693	-4 933	-2 206	6 018
Obligations d'épargne du Canada	28	-98	-682	-790
Bons du Trésor	3 650	-6 200	-3 801	-20 050
Autres	-759	-376	535	82
Total	-8 774	-11 607	-6 154	-14 740
Payables en devises				
Obligations négociables	-302		-415	-2 174
Billets et prêts				
Bons du Canada	-206	-509	-3 876	-1 395
Billets du Canada	-30		-256	
Total	-538	-509	-4 547	-3 569
Variation nette des emprunts	-9 312	-12 116	-10 701	-18 309
Variation de l'encaisse	-6 709	-7 960	-6 650	-10 358

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	30 septembre 2000	variation
		(en millions de dollars)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	33 573	-7 175
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 804	1 458
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 679	-538
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 898	-65
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 381	855
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	299 945	6 018
Bons du Trésor	99 850	79 800	-20 050
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 642	-847
Obligations non négociables et billets	3 552	3 635	83
Total partiel	423 818	409 022	-14 796
Payable en devises	32 588	29 020	-3 568
Total de la dette non échue	456 406	438 042	-18 364
Total de la dette portant intérêt	597 932	580 423	-17 509
Total du passif	638 680	613 996	-24 684
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	8 506	-10 358
Comptes d'opérations de change	41 494	41 057	-437
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	13 407	-389
Total de l'actif	74 154	62 970	-11 184
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	551 022	-13 500

Ressource nette de 8,0 milliards de dollars d'avril à septembre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les six premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par une ressource nette de 0,4 milliard de dollars, comparativement à une ressource nette de 0,2 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,5 milliards de dollars, un besoin net de 6,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et une ressource nette de 0,4 milliard pour les opérations de change, la ressource nette s'établissait à 8,0 milliards pour la période d'avril à septembre 2000, comparativement à une ressource nette de 4,1 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)								
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174	56 383
Moins :									
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640	30 746
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850	2 847
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684	22 790
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123	104
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325				
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808	22 894

Source : *Comptes publics du Canada*

Baisse des emprunts nets de 18,3 milliards d'avril à septembre 2000

Fort d'une ressource nette de 8,0 milliards de dollars et d'une réduction de l'encaisse de 10,4 milliards, le gouvernement a remboursé en septembre une tranche de 12,1 milliards de dollars de la dette contractée sur les marchés, ce qui porte le remboursement de la dette à 18,3 milliards pour les six premiers mois de l'exercice. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent varier sensiblement chaque mois. À la fin de septembre, l'encaisse s'établissait à 2,6 milliards de dollars.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Novembre 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'octobre 2000

Déficit budgétaire de 301 millions de dollars en octobre 2000

Le gouvernement a enregistré un déficit budgétaire de 301 millions de dollars en octobre 2000 comparativement à un excédent de 111 millions en octobre 1999. Ce déficit était attribuable au paiement spécial de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre des nouveaux investissements fédéraux à l'appui de l'entente conclue entre les premiers ministres le 11 septembre sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (9,3 %) en raison de la progression de toutes les principales composantes à l'exception de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,8 milliard de dollars (13,1 %) en raison de la hausse des transferts au compte du Régime de pensions du Canada (RPC) et à celui de l'assurance-emploi, ce qui reflète des paiements insuffisants pour les périodes antérieures. Les versements bruts se rapportent à la fois à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur le revenu des particuliers payable (conformément aux accords de perception fiscale conclus avec les provinces participantes) de même qu'aux cotisations au RPC et aux cotisations d'assurance-emploi versées par les employés et les employeurs. Les retenues effectuées mensuellement à ce titre sont fondées sur des estimations, et des ajustements sont apportés une fois que l'Agence des douanes et du revenu du Canada fournit des données préliminaires ou définitives. Selon les données préliminaires pour 1999, les sommes transférées des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers aux comptes du RPC et de l'assurance-emploi ont atteint 1,4 milliard en octobre 2000.
- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (74,3 %), traduisant surtout des facteurs chronologiques se rapportant aux acomptes mensuels d'impôt, comme on le voit plus loin. Les autres recettes d'impôt sur le revenu ont aussi nettement grimpé après avoir diminué le mois dernier.
- La hausse de 0,4 milliard de dollars (30,0 %) des rentrées de cotisations d'assurance-emploi résulte d'un transfert de recettes d'impôt sur le revenu des particuliers faisant suite à un paiement insuffisant pour l'année d'imposition 1999.
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (14,5 %); toutes les composantes sont nettement en hausse.
- Les recettes non fiscales ont aussi augmenté. Les variations mensuelles de cette composante sont extrêmement erratiques, traduisant le calendrier de réception des paiements.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	12 000	13 112	91 215	100 414
Dépenses de programmes	-8 634	-10 007	-59 205	-63 114
Solde de fonctionnement	3 366	3 105	32 010	37 300
Frais de la dette publique	-3 255	-3 406	-23 803	-24 103
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	111	-301	8 207	13 197
Opérations non budgétaires	1 064	859	-3 155	-5 126
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 175	558	5 052	8 071
Opérations de change	-1 039	893	-862	1 330
Solde financier net	136	1 451	4 190	9 401
Variation nette des emprunts	3 784	3 658	-6 916	-14 652
Variation nette de l'encaisse	3 920	5 109	-2 726	-5 251

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont grimpé de 1,4 milliard de dollars (15,9 %). Le paiement de 1 milliard versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux explique une partie de cet accroissement.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,7 % en raison de la hausse des paiements aux aînés, et les prestations d'assurance-emploi sont demeurées stables.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont grimpé de 10,0 % en raison de la bonification des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont bondi de 26,8 %, surtout en raison du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,6 %), traduisant en partie les rajustements effectués en octobre 1999 pour corriger la surestimation des données au cours de mois précédents.

Excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars d'une année sur l'autre

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 13,2 milliards de dollars, en hausse de 5,0 milliards par rapport à l'excédent de 8,2 milliards déclaré pour la même période en 1999-2000.

Ces résultats sont conformes à la moyenne des prévisions du secteur privé relativement à l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il a été établi dans le document *Énoncé économique et mise à jour budgétaire* du 18 octobre dernier.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 9,2 milliards de dollars (10,1 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 3,5 milliards

Tableau 2
Recettes budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 213	5 397	-13,1	45 291	48 840	7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 063	1 853	74,3	9 837	13 201	34,2
Autres	252	381	51,2	1 693	1 820	7,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 528	7 631	1,4	56 821	63 861	12,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 242	1 614	30,0	11 234	11 548	2,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 003	2 325	16,1	13 606	14 723	8,2
Droits de douane à l'importation	211	230	9,0	1 379	1 569	13,8
Taxes de vente et d'accise	633	706	11,5	4 911	4 946	0,7
Total des taxes et droits d'accise	2 847	3 261	14,5	19 896	21 238	6,7
Total des recettes fiscales	11 617	12 506	7,7	87 951	96 647	9,9
Recettes non fiscales	383	606	58,2	3 264	3 767	15,4
Total des recettes budgétaires	12 000	13 112	9,3	91 215	100 414	10,1

de dollars (7,8 %) surtout en raison des recettes plus élevées au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent. En outre, les montants plus élevés d'impôt payés à la déclaration et la baisse des remboursements pour l'année d'imposition 1999 ont contribué à l'augmentation d'une année sur l'autre. D'ici la fin de l'exercice, la progression de cette composante devrait ralentir à mesure que l'effet des réductions d'impôt se fera sentir.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (34,2 %). Même si cette hausse reflète en partie la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, qui ont progressé de 17,5 % au cours des trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période l'an dernier, le mécanisme des acomptes d'impôt y a également contribué. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'impôt en fonction soit de l'impôt effectivement exigible pour l'année précédente, soit de l'impôt dont elles prévoient être redevables pour l'année en cours. Elles doivent verser leurs paiements finals dans les 30 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Même si les bénéfices des sociétés ont nettement rebondi en 1999, les acomptes mensuels d'impôt pour la majeure partie de l'année d'imposition 1999 se fondaient sur l'impôt exigible pour 1998, année au cours de laquelle les bénéfices des sociétés ont diminué, ce qui explique la baisse des acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels courants sont comparés aux acomptes sous-estimés de l'an dernier, les changements d'une année sur l'autre n'indiquent sans doute pas fidèlement les résultats pour l'ensemble de l'année.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 2,8 % puisque la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est passé de 2,55 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 1999 à 2,40 $ en 2000) a été plus que compensée par l'effet des rajustements des années antérieures et par l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, et qui cotisent donc à l'assurance-emploi.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 964	2 037	3,7	13 513	13 990	3,5
Prestations d'assurance-emploi	750	750	0,0	5 969	5 806	-2,7
Total	2 714	2 787	2,7	19 482	19 796	1,6
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	7 292	7 875	8,0
Transferts fiscaux	868	976	12,4	6 081	6 807	11,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 313	-1 439	9,6
Total	1 722	1 895	10,0	12 060	13 243	9,8
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	48	7	-85,4	315	263	-16,5
Affaires étrangères	174	212	21,8	821	778	-5,2
Santé	86	67	-22,1	587	633	7,8
Développement des ressources humaines	159	120	-24,5	866	579	-33,1
Affaires indiennes et du Nord	262	176	-32,8	2 514	2 646	5,3
Industrie et développement régional	127	125	-1,6	737	732	-0,7
Anciens combattants	117	122	4,3	805	841	4,5
Autres	162	1 057	552,5	1 147	2 087	82,0
Total	1 135	1 886	66,2	7 792	8 559	9,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	100	53,8	485	615	26,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 045	1 070	2,4
Autres	70	167	138,6	595	874	46,9
Total	285	417	46,3	2 125	2 559	20,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	799	989	23,8	5 595	5 762	3,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 979	2 033	2,7	12 151	13 195	8,6
Total	2 778	3 022	8,8	17 746	18 957	6,8
Total des dépenses directes de programmes	4 198	5 325	26,8	27 663	30 075	8,7
Total des dépenses de programmes	8 634	10 007	15,9	59 205	63 114	6,6
Frais de la dette publique	3 255	3 406	4,6	23 803	24 103	1,3
Total des dépenses budgétaires	11 889	13 413	12,8	83 008	87 217	5,1
Poste pour mémoire : total des transferts	5 571	6 568	17,9	39 334	41 598	5,8

- Les recettes de taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (6,7 %). Les rentrées de taxe sur les produits et services ont progressé de 1,1 milliard (8,2 %), ce qui correspond de façon générale à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, alors que les taxes de vente et d'accise ont à peine augmenté.
- Les recettes non fiscales sont en hausse de 0,5 milliard de dollars (15,4 %).

D'avril à octobre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (6,6 %) par rapport à la même période l'an dernier. Toutes les principales composantes sont touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,6 % alors que la hausse des prestations aux aînés a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la décision, annoncée dans le budget de 1999, de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la différence entre le total des dépenses de programmes et les principaux transferts aux particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 8,7 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires, de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans les récents budgets et du paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs à l'appui de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,3 %), l'effet des taux d'intérêt un peu plus élevés ayant plus que compensé la baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 8,1 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à octobre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminés ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	111	-301	8 207	13 197
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	170	50	190	256
Autres	47	-961	-74	-778
Total	217	-911	116	-522
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-59	871	232	333
Comptes de pension de retraite	463	167	2 777	1 626
Autres	-29	9	-126	-56
Total	375	1 047	2 883	1 903
Autres opérations	472	723	-6 154	-6 507
Total des opérations non budgétaires	1 064	859	-3 155	-5 126
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 175	558	5 052	8 071
Opérations de change	-1 039	893	-862	1 330
Solde financier net	136	1 451	4 190	9 401

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
		(M$)		
Solde financier net	136	1 451	4 190	9 401
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 173	3 931	1 967	9 949
Obligations d'épargne du Canada	-4	-191	-686	-981
Bons du Trésor	150	-300	-3 650	-20 350
Autres	-234	109	301	191
Total	4 085	3 549	-2 068	-11 191
Payables en devises				
Obligations négociables		-28	-415	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-301	173	-4 177	-1 223
Billets du Canada		-36	-256	-36
Total	-301	109	-4 848	-3 461
Variation nette des emprunts	3 784	3 658	-6 916	-14 652
Variation de l'encaisse	3 920	5 109	-2 726	-5 251

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 octobre 2000	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 590	-5 158
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 972	1 626
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 550	333
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 600	-363
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 122	1 596
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	303 876	9 949
Bons du Trésor	99 850	79 500	-20 350
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 508	-981
Obligations non négociables et billets	3 552	3 744	192
Total partiel	423 818	412 628	-11 190
Payable en devises	32 588	29 129	-3 459
Total de la dette non échue	456 406	441 757	-14 649
Total de la dette portant intérêt	597 932	584 879	-13 053
Total du passif	638 680	620 469	-18 211
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	14 659	-4 205
Comptes d'opérations de change	41 494	40 163	-1 331
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 318	522
Total de l'actif	74 154	69 140	-5 014
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	551 329	-13 197

La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,1 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 2000-2001, ce qui est attribuable en partie au versement, à une fiducie administrée par un tiers, de 2,5 milliards au titre du supplément du TCSPS annoncé dans le budget de 2000 et aux paiements découlant de l'entente sur la parité salariale.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars et des besoins nets de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 8,1 milliards pour la période d'avril à octobre 2000, comparativement à des ressources financières de 5,1 milliards pour la même période l'an dernier.

Ressources financières nettes de 9,4 milliards de dollars d'avril à octobre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les sept premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,9 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 13,2 milliards de dollars, des besoins nets de 5,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,3 milliard pour les opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,4 milliards pour la période d'avril à octobre 2000, comparativement à des ressources nettes de 4,2 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Chute de 14,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à octobre 2000

En octobre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés s'est accrue de 3,7 milliards de dollars, de sorte que, pour les sept premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 14,7 milliards. Cela comprend les ressources financières nettes de 9,4 milliards et une réduction de l'encaisse de 5,3 milliards. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois. À la fin d'octobre 2000, l'encaisse s'établissait à 7,8 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Décembre 2000

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de novembre 2000

Novembre 2000 : excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en novembre 2000, comparativement à un déficit budgétaire de 0,3 milliard en novembre 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre du solde budgétaire mensuel est attribuable à l'augmentation de 1,4 milliard des recettes budgétaires et à la baisse de 0,2 milliard des frais de la dette publique. La hausse de 0,4 milliard au chapitre des dépenses de programmes a atténué l'effet de cette amélioration du solde budgétaire global.

Sur le plan des recettes budgétaires, d'une année sur l'autre :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et les rajustements des années antérieures ayant presque compensé l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi découlant de la hausse du nombre de salariés.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (11,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2000. D'autres formes d'impôt sur le revenu ont également connu des hausses marquées.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont quelque peu diminué, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2000 à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,55 $ en 1999) ayant largement neutralisé l'augmentation du nombre de salariés, qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (28,0 %). Toutes les composantes ont enregistré de fortes hausses, qui découlent en partie de l'échelonnement des dates de réception et de versement des remboursements et des remises.
- Les recettes non fiscales ont aussi nettement augmenté. Cependant, les comparaisons d'une année sur l'autre sont trompeuses, car les nouvelles méthodes comptables exigent maintenant la comptabilisation mensuelle des débiteurs, tandis qu'en 1999-2000, les rajustements n'étaient effectués qu'à la fin de l'exercice.

Pour ce qui est des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,2 % en raison de la hausse des prestations aux aînés; pour leur part, les prestations d'assurance-emploi n'ont presque pas fluctué;
- les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 6,0 %, ce qui reflète la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation;

Tableau 1
État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	12 327	13 705	103 541	114 117
Dépenses de programmes	-8 927	-9 358	-68 131	-72 471
Solde de fonctionnement	3 400	4 347	35 410	41 646
Frais de la dette publique	-3 683	-3 436	-27 486	-27 539
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-283	911	7 924	14 107
Opérations non budgétaires	2 321	977	-837	-4 149
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 038	1 888	7 087	9 958
Opérations de change	-3 320	-1 801	-4 183	-471
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487
Variation nette des emprunts	6 362	4 906	-555	-9 746
Variation nette de l'encaisse	5 080	4 993	2 349	-259

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes, et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- les dépenses de programmes directes ont progressé de 5,4 %, principalement sous l'effet de l'augmentation des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères. Par contre, les subventions et autres transferts et paiements à des sociétés d'État ont diminué.

La baisse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, découle principalement de rajustements de date qui ont eu des répercussions négatives sur les résultats de novembre 1999.

Données cumulatives de l'exercice : excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 14,1 milliards de dollars, en hausse de 6,2 milliards par rapport à l'excédent de 7,9 milliards déclaré au cours de la même période en 1999-2000.

Ces résultats sont conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 10,6 milliards de dollars (10,2 %) d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (7,1 %), principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera

Tableau 2
Recettes budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 070	6 150	1,3	51 362	54 990	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 692	1 879	11,1	11 529	15 080	30,8
Autres	189	244	29,1	1 882	2 064	9,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 951	8 273	4,0	64 773	72 134	11,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 098	1 073	-2,3	12 332	12 622	2,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 102	2 619	24,6	15 707	17 340	10,4
Droits de douane à l'importation	154	303	96,8	1 533	1 872	22,1
Taxes de vente et d'accise	608	744	22,4	5 518	5 691	3,1
Total des taxes et droits d'accise	2 864	3 666	28,0	22 758	24 903	9,4
Total des recettes fiscales	11 913	13 012	9,2	99 863	109 659	9,8
Recettes non fiscales	414	693	67,4	3 678	4 458	21,2
Total des recettes budgétaires	12 327	13 705	11,2	103 541	114 117	10,2

davantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Mentionnons l'abaissement des taux d'imposition, l'élimination de la surtaxe de 5 %, le relèvement des seuils, l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants et le rétablissement de la pleine indexation du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (30,8 %). Bien que cette augmentation tienne en partie compte de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, en hausse de 17,5 % aux trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période en 1999, l'augmentation des recettes dépend également des méthodes de calcul des acomptes provisionnels. Les sociétés doivent effectuer des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou de l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 30 jours suivant la fin de leur exercice. Bien que les bénéfices des sociétés aient vivement rebondi en 1999, les acomptes mensuels de la majeure partie de 1999 se fondaient sur l'impôt à payer en 1998 – année où les bénéfices des sociétés ont diminué – ce qui a eu pour effet de réduire les acomptes en 1999. Puisque les acomptes mensuels actuels sont comparés aux acomptes sous-estimés de 1999, les variations d'une année sur l'autre ne reflètent vraisemblablement pas fidèlement les résultats de l'ensemble de l'année.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,4 %), la baisse des taux de cotisation de 2000 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la croissance du nombre de salariés, qui versent des cotisations.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 958	2 051	4,7	15 471	16 040	3,7
Prestations d'assurance-emploi	911	910	-0,1	6 880	6 716	-2,4
Total	2 869	2 961	3,2	22 351	22 756	1,8
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	8 333	9 000	8,0
Transferts fiscaux	976	1 020	4,5	7 056	7 827	10,9
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 501	-1 644	9,5
Total	1 830	1 939	6,0	13 888	15 183	9,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	119	23	-80,7	434	286	-34,1
Affaires étrangères	118	125	5,9	939	904	-3,7
Santé	64	107	67,2	651	739	13,5
Développement des ressources humaines	120	28	-76,7	986	607	-38,4
Affaires indiennes et du Nord	269	316	17,5	2 783	2 962	6,4
Industrie et développement régional	108	90	-16,7	844	821	-2,7
Anciens combattants	116	117	0,9	921	958	4,0
Autres	184	287	56,0	1 330	2 376	78,6
Total	1 098	1 093	-0,5	8 888	9 653	8,6
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	60	-25,0	565	675	19,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 195	1 220	2,1
Autres	105	75	-28,6	701	949	35,4
Total	335	285	-14,9	2 461	2 844	15,6
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 030	1 072	4,1	6 624	6 835	3,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 765	2 008	13,8	13 919	15 200	9,2
Total	2 795	3 080	10,2	20 543	22 035	7,3
Total des dépenses directes de programmes	4 228	4 458	5,4	31 892	34 532	8,3
Total des dépenses de programmes	8 927	9 358	4,8	68 131	72 471	6,4
Frais de la dette publique	3 683	3 436	-6,7	27 486	27 539	0,2
Total des dépenses budgétaires	12 610	12 794	1,5	95 617	100 010	4,6
Poste pour mémoire : total des transferts	5 797	5 993	3,4	45 127	47 592	5,5

- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,4 %). Les recettes de la taxe sur les produits et services ont progressé de 1,6 milliard (10,4 %), ce qui est légèrement supérieur à la croissance de la demande des consommateurs, en raison d'écarts de date sur le plan de la réception et du versement des remboursements et des remises. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une faible hausse.
- Les recettes non fiscales ont enregistré une progression de 0,8 milliard de dollars (21,2 %), principalement à cause de la modification des méthodes comptables appliquées aux débiteurs.

D'avril à novembre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (6,4 %), comparativement à la même période en 1999. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,8 %, la hausse des prestations aux aînés ayant largement neutralisé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont progressé de 9,3 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure énoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts à des particuliers et à d'autres administrations, ont augmenté de 8,3 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives, notamment le paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux dans le cadre de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance.

Les frais de la dette publique ont augmenté légèrement en raison de facteurs liés aux dates.

Ressources financières de 10,0 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à novembre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts,

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-283	911	7 924	14 107
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	41	52	230	308
Autres	13	-91	-61	-869
Total	54	-39	169	-561
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	463	-360	695	-28
Comptes de pension de retraite	395	84	3 171	1 709
Autres	2	16	-125	-40
Total	860	-260	3 741	1 641
Autres opérations	1 407	1 276	-4 747	-5 229
Total des opérations non budgétaires	2 321	977	-837	-4 149
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 038	1 888	7 087	9 958
Opérations de change	-3 320	-1 801	-4 183	-471
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde financier net	-1 282	87	2 904	9 487
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 900	5 500	6 867	15 449
Obligations d'épargne du Canada	-33	-243	-720	-1 224
Bons du Trésor	-400	-400	-4 050	-20 750
Autres	-543	-153	-242	38
Total	3 924	4 704	1 855	-6 487
Payables en devises				
Obligations négociables	2 942	0	2 527	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-504	202	-4 681	-1 021
Billets du Canada			-256	-36
Total	2 438	202	-2 410	-3 259
Variation nette des emprunts	6 362	4 906	-555	-9 746
Variation de l'encaisse	5 080	4 993	2 349	-259

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	30 novembre 2000	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 516	-5 232
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	130 055	1 709
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	6 189	-28
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 923	-40
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	143 167	1 641
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	309 376	15 449
Bons du Trésor	99 850	79 100	-20 750
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 265	-1 224
Obligations non négociables et billets	3 552	3 591	39
Total partiel	423 818	417 332	-6 486
Payable en devises	32 588	29 331	-3 257
Total de la dette non échue	456 406	446 663	-9 743
Total de la dette portant intérêt	597 932	589 830	-8 102
Total du passif	638 680	625 346	-13 334
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	18 605	-259
Comptes d'opérations de change	41 494	41 965	471
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 357	561
Total de l'actif	74 154	74 927	773
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	550 419	-14 107

aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 4,1 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 0,8 milliard à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars et des besoins nets de 4,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 10,0 milliards entre avril et novembre 2000, comparativement à des ressources financières de 7,1 milliards pour la même période en 1999.

Ressources financières nettes de 9,5 milliards de dollars d'avril à novembre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les huit premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 4,2 milliards pour la même période en 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 14,1 milliards de dollars, des besoins nets de 4,1 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 9,5 milliards pour la période d'avril à novembre 2000, comparativement à des ressources nettes de 2,9 milliards pendant la même période en 1999.

Chute de 9,7 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à novembre 2000

En novembre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés s'est accrue de 4,9 milliards de dollars, de sorte que, pour les huit premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 9,7 milliards. Cela comprend en grande partie les ressources financières nettes de 9,5 milliards, les soldes d'encaisse n'étant que légèrement plus faibles. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de novembre 2000, l'encaisse s'établissait à 12,7 milliards de dollars.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Janvier 2001

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Décembre 2000 : excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars en décembre 2000. Un excédent important était prévu en décembre, compte tenu de la variation mensuelle des recettes. Plus particulièrement, les résultats de décembre comprennent le versement final d'impôt des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 octobre de même que les versements trimestriels d'impôt sur le revenu des particuliers.

D'avril à décembre 2000 : excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 6,5 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards enregistré au cours de la même période en 1999-2000.

Ces résultats demeurent conformes aux prévisions moyennes établies par le secteur privé à l'égard de l'excédent budgétaire de 2000-2001, tel qu'il est indiqué dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* du 18 octobre 2000. Pendant le reste de l'exercice, on s'attend à une diminution de l'excédent budgétaire à mesure que diverses initiatives stratégiques seront mises en application. Ces initiatives comprennent l'abaissement des taux d'imposition sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, le relèvement des seuils, l'augmentation des paiements de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le rétablissement de la pleine indexation du régime de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'Allocation pour frais de chauffage et le financement à l'égard de la technologie de communication et d'information en santé et de la Fondation canadienne pour l'innovation. L'effet net de ces mesures est estimé à 5 milliards de dollars. En outre, on s'attend à ce que les recettes d'impôt des sociétés diminuent pendant le reste de l'exercice, en raison de facteurs chronologiques. Dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire*, un excédent de 11,9 milliards de dollars avait été estimé pour l'ensemble de l'année. De cette somme, un montant minimum de 10 milliards avait été engagé à la réduction de la dette.

Décembre 2000 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire de 3,4 milliards de dollars enregistré en décembre 2000 a dépassé de 0,4 milliard l'excédent déclaré en décembre 1999. Cette amélioration d'une année sur l'autre du solde budgétaire mensuel est attribuable en majeure partie à la diminution des dépenses de programmes, en baisse de 0,4 milliard de dollars, décembre 1999 ayant été marqué par la planification d'urgence relative au passage à l'an 2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont progressé légèrement, une augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ayant compensé le recul des autres principales composantes.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 7,6 %. Cette augmentation est surtout attribuable à la forte croissance soutenue des recettes au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, résultat de l'augmentation du nombre de personnes qui travaillent, et de facteurs chronologiques se rapportant à la réception des paiements.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont chuté de 0,2 milliard de dollars, soit 6,8 %. Les résultats de décembre comprennent le versement final des sociétés dont l'exercice prend fin en octobre, principalement les institutions financières. Même si les bénéfices ont grimpé en flèche dans ce secteur, la somme des versements finaux est demeurée en grande partie inchangée, de gros paiements ayant été effectués en décembre 1999 par suite de la faiblesse des versements le reste de l'année 1999.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Recettes	16 341	16 446	119 884	130 563
Dépenses de programmes	-9 944	-9 538	-78 076	-82 008
Solde de fonctionnement	6 397	6 908	41 808	48 555
Frais de la dette publique	-3 339	-3 486	-30 825	-31 024
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 058	3 422	10 983	17 531
Opérations non budgétaires	-4 596	-5 676	-5 366	-9 831
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 538	-2 254	5 617	7 700
Opérations de change	3 875	599	-308	129
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829
Variation nette des emprunts-49		-6 870	-603	-16 616
Variation nette de l'encaisse	2 288	-8 525	4 706	-8 787

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, la réduction des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2000 à 2,40 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,55 $ en 1999) ayant largement neutralisé l'augmentation du nombre de salariés qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont baissé de 0,2 milliard de dollars, soit 8,6 %, toutes les composantes ayant reculé. Compte tenu de l'augmentation d'une année sur l'autre anormalement élevée en novembre 2000, ces reculs traduisent en partie l'échelonnement des dates de réception et de versement des remboursements et des remises.
- Les recettes non fiscales ont aussi diminué. Cependant, les comparaisons d'une année sur l'autre à ce chapitre sont trompeuses étant donné que les nouvelles méthodes comptables exigent désormais la comptabilisation mensuelle des débiteurs, tandis qu'en 1999-2000, ces rajustements n'étaient effectués qu'à la fin de l'exercice.

Pour ce qui est des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 4,3 % en raison de la baisse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi, reflet de l'avancement de certains paiements en décembre 1999 pour le passage à l'an 2000.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 15,5 %, sous l'effet de la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont baissé de 11,0 %, surtout en raison de l'échelonnement des paiements. Les données de décembre 1999 comprenaient des dépenses supplémentaires visant à régler le problème du bogue de l'an 2000 ainsi que l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence.

La hausse des frais de la dette publique, d'une année sur l'autre, est attribuable à une augmentation du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêts.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 502	9 149	7,6	59 865	64 139	7,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 610	2 432	-6,8	14 140	17 512	23,8
Autres	291	283	-2,7	2 173	2 348	8,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 403	11 864	4,0	76 178	83 999	10,3
Cotisations d'assurance-emploi	980	964	-1,6	13 312	13 586	2,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 945	1 773	-8,8	17 653	19 115	8,3
Droits de douane à l'importation	229	202	-11,8	1 763	2 074	17,6
Taxes de vente et d'accise	665	620	-6,8	6 183	6 309	2,0
Total des taxes et droits d'accise	2 839	2 595	-8,6	25 599	27 498	7,4
Total des recettes fiscales	15 222	15 423	1,3	115 089	125 083	8,7
Recettes non fiscales	1 119	1 023	-8,6	4 795	5 480	14,3
Total des recettes budgétaires	16 341	16 446	0,6	119 884	130 563	8,9

D'avril à décembre 2000 : résultats budgétaires

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 17,5 milliards de dollars, en hausse de 6,5 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards enregistré au cours de la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 10,7 milliards de dollars, soit 8,9 %. Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars, soit 7,1 %, principalement en raison de la hausse des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, à cause d'une augmentation du nombre de salariés. En outre, l'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de février 2000 et la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. Pendant le reste de l'exercice, la croissance de cette composante sera davantage réduite à mesure que sera ressentie l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et la mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (23,8 %). Bien que cette augmentation tienne en partie compte de la vigueur soutenue des bénéfices des sociétés, en hausse de 17,5 % dans les trois premiers trimestres de 2000 par rapport à la même période de l'année précédente, l'augmentation des recettes dépend également des méthodes de calcul des acomptes provisionnels, comme en font foi les résultats de décembre. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 30 jours suivant la fin de leur exercice. Bien que les bénéfices des sociétés aient vivement rebondi en 1999, les acomptes mensuels de la majeure partie de 1999 se fondaient sur l'impôt à payer pour 1998 – année où les bénéfices des sociétés ont diminué – ce qui a eu pour effet de

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	décembre			d'avril à décembre		
	1999	2000	variation	1999-2000	2000-2001	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 072	2 038	-1,6	17 543	18 079	3,1
Prestations d'assurance-emploi	1 000	902	-9,8	7 880	7 618	-3,3
Total	3 072	2 940	-4,3	25 423	25 697	1,1
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	9 375	10 125	8,0
Transferts fiscaux	976	1 194	22,3	8 032	9 021	12,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-1 688	-1 850	9,6
Total	1 830	2 113	15,5	15 719	17 296	10,0
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	95	97	2,1	529	383	-27,6
Affaires étrangères	113	122	8,0	1 052	1 024	-2,7
Santé	167	80	-52,1	818	819	0,1
Développement des ressources humaines	165	208	26,1	1 151	815	-29,2
Affaires indiennes et du Nord	326	306	-6,1	3 109	3 267	5,1
Industrie et développement régional	214	192	-10,3	1 058	1 013	-4,3
Anciens combattants	117	119	1,7	1 038	1 078	3,9
Autres	193	198	2,6	1 522	2 576	69,3
Total	1 390	1 322	-4,9	10 277	10 975	6,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	146	103	-29,5	710	778	9,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 345	1 370	1,9
Autres	103	190	84,5	804	1 137	41,4
Total	399	443	11,0	2 859	3 285	14,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 278	814	-36,3	7 902	7 648	-3,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 975	1 906	-3,5	15 896	17 107	7,6
Total	3 253	2 720	-16,4	23 798	24 755	4,0
Total des dépenses directes de programmes	5 042	4 485	-11,0	36 934	39 015	5,6
Total des dépenses de programmes	9 944	9 538	-4,1	78 076	82 008	5,0
Frais de la dette publique	3 339	3 486	4,4	30 825	31 024	0,6
Total des dépenses budgétaires	13 283	13 024	-1,9	108 901	113 032	3,8
Poste pour mémoire : total des transferts	6 292	6 375	1,3	51 419	53 968	5,0

réduire les acomptes en 1999. Comme les acomptes mensuels en cours sont comparés aux acomptes réduits de l'an dernier, les variations d'une année sur l'autre ne reflètent vraisemblablement pas fidèlement les résultats pour l'ensemble de l'année. La plupart des sociétés ne faisant pas partie du secteur financier versent leurs acomptes en février.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,1 %), la baisse des taux de cotisation de 2000 ayant été largement compensée par l'incidence des rajustements d'années antérieures et par la hausse du nombre de salariés, qui versent des cotisations.
- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (7,4 %). Les recettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont progressé de 1,5 milliard (8,3 %), ce qui est conforme à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement grimpé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une faible hausse.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 0,7 milliard de dollars, soit 14,3 %, principalement en raison de la modification des méthodes comptables appliquées aux débiteurs.

D'avril à décembre 2000, les dépenses de programmes ont augmenté de 3,9 milliards de dollars (5,0 %), comparativement à la même période en 1999. Toutes les principales composantes ont été touchées.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,1 %, la hausse des prestations aux aînés ayant largement neutralisé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Le montant plus élevé des prestations aux aînés traduit la hausse du nombre de personnes admissibles et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. La baisse des prestations d'assurance-emploi est attribuable au nombre moins élevé de bénéficiaires, reflet de la diminution du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,0 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure énoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 5,6 %. Cette composante comprend les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État, de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de la fin du gel des salaires et de l'effet des nouvelles initiatives, notamment le paiement en fiducie de 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires pour l'achat d'appareils médicaux neufs dans le cadre de l'entente conclue par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'incidence de ces facteurs a été atténuée par les dépenses ponctuelles relatives au passage à l'an 2000 effectuées en décembre 1999 et à l'avancement de paiements dans le cadre de la planification d'urgence.

Les frais de la dette publique ont légèrement augmenté, la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêts ayant largement compensé la baisse de l'encours de cette dette.

Ressources financières de 7,7 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à décembre 2000

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 058	3 422	10 983	17 531
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	77	40	308	348
Autres	-43	28	-106	-843
Total	34	68	202	-495
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-684	-497	11	-524
Comptes de pension de retraite	519	-152	3 704	1 554
Autres	19	-8	-106	-48
Total	-146	-657	3 609	982
Autres opérations	-4 484	-5 087	-9 177	-10 318
Total des opérations non budgétaires	-4 596	-5 676	-5 366	-9 831
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-1 538	-2 254	5 617	7 700
Opérations de change	3 875	599	-308	129
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	décembre		d'avril à décembre	
	1999	2000	1999-2000	2000-2001
			(M$)	
Solde financier net	2 337	-1 655	5 309	7 829
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	82	-7 130	6 949	8 319
Obligations d'épargne du Canada	40	20	-680	-1 204
Bons du Trésor	550	-400	-3 500	-21 150
Autres	-93	-133	-334	-95
Total	579	-7 643	2 435	-14 130
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	2 527	-2 202
Billets et prêts				
Bons du Canada	-628	773	-5 309	-248
Billets du Canada			-256	-36
Total	-628	773	-3 038	-2 486
Variation nette des emprunts-49		-6 870	-603	-16 616
Variation de l'encaisse	2 288	-8 525	4 706	-8 787

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	31 décembre 2000	variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	30 780	-9 968
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 900	1 554
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 693	-524
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	6 915	-48
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 508	982
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	302 246	8 319
Bons du Trésor	99 850	78 700	-21 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 285	-1 204
Obligations non négociables et billets	3 552	3 457	-95
Total partiel	423 818	409 688	-14 130
Payable en devises	32 588	30 104	-2 484
Total de la dette non échue	456 406	439 792	-16 614
Total de la dette portant intérêt	597 932	582 300	-15 632
Total du passif	638 680	613 080	-25 600
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	10 429	-8 435
Comptes d'opérations de change	41 494	41 365	-129
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 291	495
Total de l'actif	74 154	66 085	-8 069
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	546 995	-17 531

autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,8 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 5,4 milliards à la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable en partie aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars et des besoins nets de 9,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 7,7 milliards d'avril à décembre 2000, comparativement à des ressources financières de 5,6 milliards pour la même période en 1999.

Ressources financières nettes de 7,8 milliards de dollars d'avril à décembre 2000

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les neuf premiers

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1990-2000
					(M$)				
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733	46 986	50 174	56 383
Moins :									
Remboursements	12 134	13 145	14 271	17 112	18 874	19 782	24 633	26 640	30 746
Crédit trimestriel aux contribuables à faible revenu	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872	2 892	2 850	2 847
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 375	18 079	19 461	20 684	22 790
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159	127	123	104
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325				
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	1,2	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238	19 588	20 808	22 894

Source : *Comptes publics du Canada*

mois de 2000-2001 ont été marqués par des ressources nettes de 0,1 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 0,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 17,5 milliards de dollars, des besoins nets de 9,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 7,8 milliards pour la période d'avril à décembre 2000, comparativement à des ressources nettes de 5,3 milliards pendant la même période de l'année précédente.

Chute de 16,6 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à décembre 2000

En décembre 2000, la dette du gouvernement détenue sur les marchés a diminué de 6,9 milliards de dollars, de sorte que, pour les neuf premiers mois de 2000-2001, le remboursement net de la dette détenue sur les marchés a atteint 16,6 milliards. Ces remboursements ont été financés au moyen des ressources financières nettes de 7,8 milliards et de la réduction de 8,8 milliards de l'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin de décembre 2000, l'encaisse s'établissait à 4,2 milliards de dollars.

Compte du service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Depuis le 1er avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la TPS, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, en vertu de la loi, être versées directement au Compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié annuellement par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.
Également diffusé sur Internet (de même que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) à http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.
Février 2001